

HARMUT ELSENHANS[*]

Le développement autocentré contradictoire

La discussion sur la nécessité du développement autocentré est devenue abondante. Certains aspects du développement autocentré sont entrés même dans les théories les plus libre-échangistes, qui prônent une nouvelle spécialisation inégale du Tiers-Monde sur des produits intensifs en travail. N'entend-on pas de ce côté qu'une telle stratégie devrait être combinée avec des mesures complémentaires, comme des réformes agraires ? Mais la théorie du développement autocentré manque toujours d'une certaine cohérence. Des promoteurs nous indiquent que le développement autocentré n'est pas l'autarcie : Mais à quel degré faut-il rester en contact avec le marché mondial ? D'autres saluent les succès de l'OPEP en soulignant la possibilité de dégager des ressources financières pour promouvoir l'investissement en vue du développement autocentré. Mais en même temps ils critiquent la dépendance technologique à partir de l'importation de biens d'équipement. Or, la rente pétrolière ne peut être appropriée qu'en important des biens et des services. Ou bien on prône la baisse des prix des matières premières, ou bien on prône leur hausse et dans ce cas, il faut accepter des importations accrues. La théorie du développement autocentré devrait permettre de déterminer non pas si l'on importe des biens d'équipement, mais combien et de quel type. D'autres auteurs encore transforment le concept de développement autocentré en une "stratégie" de développement de petites unités, sans nous préciser comment ces petites unités doivent être coordonnées. Le présent article essaie de déterminer comment un pays sous-développé peut créer les structures économiques de base pour un développement autocentré. Celui-ci est défini comme développement orienté vers la création d'une capacité de production de biens d'équipement locale qui peut permettre d'augmenter la productivité de la masse des producteurs et par là leur consommation par le mécanisme suivant : s'appuyer sur les besoins des masses pour pouvoir assimiler des technologies importées, imitées ou adaptées et moderniser des technologies traditionnelles. Production locale de biens d'équipement et expansion du pouvoir d'achat de la masse des producteurs se conditionnent mutuellement.

1. – L'impossibilité du développement à partir des impulsions en provenance du marché mondial

Vers les années 60 et d'une manière plus intense pendant les années 70, les contradictions de l'industrialisation par la substitution des importations ont conduit à une vague de publications qui ont prôné une plus grande ouverture des pays du Tiers-Monde sur le marché mondial.

De différents côtés, une telle ouverture a été décrite non seulement comme une spécialisation internationale nouvelle mais aussi comme une spécialisation internationale de qualité - égalitaire - nouvelle. Cette nouvelle stratégie de croissance "export-led" ne trouve plus tant d'adeptes depuis que la crise mondiale conduit à une lutte acharnée des pays du Nord pour des marchés extérieurs et à la fermeture de leurs propres marchés intérieurs. Avec le protectionnisme ascendant, les taux de croissance des exportations de biens manufacturés du Tiers-Monde vers le Nord ont baissé considérablement.

Ceci aurait pu être prévu, malgré les voix réconfortantes qui promettaient aux pays du Tiers-Monde et aux pays industriels des marchés en expansion tout en niant le danger d'une diminution mondiale de la demande globale. D'abord, il y a ceux qui ont argué et continuent de le faire, que la part du Tiers-Monde dans l'approvisionnement des pays du Nord en produits manufacturés reste faible, ce qui est vrai[1]. Mais de la même façon, l'impact de cette stratégie sur le Tiers-Monde reste faible : peu de pays, malgré un certain élargissement, peu d'emplois comparés au chômage, à l'exception de certains petits pays tout de même marginaux comparés aux problèmes que le Tiers-Monde dans son ensemble doit affronter. Il est curieux de voir une stratégie saluée avec l'argument qu'elle n'a pas de succès.

Ensuite, il y a ceux qui comparent le commerce en produits manufacturés entre les pays de l'OCDE et le Tiers-Monde[2]. Ils concluent que la croissance des exportations est supérieure à la croissance des importations de l'OCDE. Mais ils incluent les pays de l'OPEP qui contribuent largement à cette bonne performance des pays de l'OCDE. Mais l'excédent reste, même en excluant les pays de l'OPEP. Il dépend de la facilité du crédit international qui n'a pas été seulement gonflé par l'essoufflement de l'investissement dans les pays de l'OCDE dans les années 70 et les taux d'épargne élevés[3]. Prétendre maintenir une demande effective internationale basée sur l'industrialisation endettée[4] du Tiers-Monde paraît au moins hasardeux[5].

Viennent enfin les auteurs qui prétendent que les exportations des pays du Tiers-Monde créent chez ceux-ci une demande supplémentaire qui balancera la perte de pouvoir d'achat dans les pays industriels[6]. Cette perte prend son origine dans le déclin de branches intensives en travail non qualifié avec perte d'emplois consécutive.

Mais les travailleurs des branches concernées dans les pays industriels étaient bien payés par rapport aux travailleurs (et surtout aux travailleuses) dans les pays du Tiers-Monde nouvellement exportateurs de produits manufacturés, bien qu'ils aient figuré au bas de la hiérarchie des salaires dans les pays du Nord. Le travail est payé selon sa rareté et son pouvoir de négociation et non pas à partir de sa productivité marginale : la divergence entre salaires dans le Nord et salaires dans le Sud à productivité égale est archiconnue[7].

Le mécanisme essentiel de cette restructuration de la division internationale du travail n'est pas saisi par les arguments lénifiants cités ci-dessus. Ce qui se passe et se passera encore, c'est l'exportation d'emplois bien rémunérés dans des pays où ils sont transformés en emplois mal rémunérés, bien qu'ils puissent être dans ces pays au milieu de la hiérarchie des salaires (le haut étant occupé souvent par des employés non productifs). Il n'y a aucune raison pour laquelle les chemises d'homme et les téléviseurs manufacturés dans le Tiers-Monde et destinés pour l'exportation vers le monde industriel ne deviennent pas des produits à salaires bas, comme les bananes, le café et les autres matières premières du Tiers-Monde, si le rapport de force entre capital et travail ne change pas dans ces pays. Si l'on peut observer des hausses des salaires dans certains pays très performants dans l'exportation de produits manufacturés, on observe en même temps un mouvement d'abord lent de migration des entreprises d'exportation vers les lieux où le travail reste meilleur marché. La situation est donc simple : il y aura du travail bon marché dans le Tiers-Monde aussi longtemps qu'il y aura 350 millions de chômeurs, nombre qui augmente d'ailleurs. Il y a 65 millions d'emplois dans toute l'industrie manufacturière des pays de l'OCDE. Même le transfert de tous les emplois industriels des pays de l'OCDE ne créera pas des marchés de travail dans le Tiers-Monde, marchés dans lesquels la rareté du travail créera un pouvoir de négociation des travailleurs, ce qui conduirait à un réaligement des salaires du Tiers-Monde sur ceux du Nord. Si les ouvriers du Nord augmentaient leurs salaires pour compenser cette perte de pouvoir d'achat, ils ne feraient qu'accélérer le processus de délocalisation. C'est donc dans le Tiers-Monde et non pas sur le marché mondial que la demande doit être créée pour éradiquer le chômage : le développement autocentré n'est rien d'autre que la création de capacités de production pour une demande de masse à partir d'augmentations des revenus des masses. Ce développement autocentré est la seule solution pour éviter une crise mondiale de sous-consommation[8].

2. – Le développement autocentré n'est possible que par une restructuration planifiée de l'appareil productif vers les besoins des masses qui ne peuvent devenir pouvoir d'achat que quand les capacités de production pour leur satisfaction existent

Les mécanismes essentiels, sur lesquels un développement autocentré basé sur une capacité locale de production de biens d'équipement repose, sont les suivants : la demande des masses populaires à revenus faibles au début du processus de développement est peu diversifiée. Peu de produits sont demandés, mais alors en grande série. L'homogénéité de la demande finale des masses, à la différence de la demande finale diversifiée des couches à revenus élevés, fait que la demande pour des avant-produits et des biens d'équipement est plutôt homogène. On peut utiliser des économies d'échelle dans la production des biens de consommation et dans la production des biens d'équipement et d'avant-produits. La maîtrise de technologies de pointe sera plus facile, car le nombre de technologies à assimiler diminue à produit social brut constant dans le cas d'une distribution plus égalitaire

des revenus. Ensuite, l'aspect prestige du produit consommé est moins grand dans la consommation permanente des masses[9]. Par conséquent, le produit consommé ne doit pas présenter des aspects de gadget : sa production avec une technologie moderne mais non de pointe est possible. On peut alors copier et imiter des technologies déjà libres sur le marché mondial et entraîner le collectif d'une large masse de travailleurs. Enfin, la partie de produits manufacturés qui peut être fabriquée avec des technologies traditionnelles, est plus importante dans la consommation des masses que dans la consommation des riches : l'expansion des revenus des masses peut dynamiser ce secteur, notamment si l'industrie locale met à sa disposition des biens d'équipement légèrement améliorés et localement produits. Ces mécanismes permettent l'intégration de l'économie du pays sous-développé par la croissance d'un secteur de biens d'équipement :

- qui assimile un nombre limité de technologies de pointe importées (notamment dans le secteur des produits de base) en apprenant à les réparer, les reproduire, les adapter et les améliorer,
- qui produit lui-même des biens d'équipement imités, copiés ou adaptés, et
- qui améliore les technologies traditionnelles en apportant l'expérience acquise dans l'assimilation de technologies importées et dans le développement de technologies qui lui sont propres (peut-être à partir du copiage).

Si même la découverte locale d'une invention connue conduit à un savoir-faire nouveau[10], parce que la technologie ainsi créée correspondra mieux aux conditions locales de production que celle que l'on importera, il reste pourtant, qu'il ne faut pas réinventer tout. Ce qu'il faut, c'est assimiler les technologies que l'on applique, et les trois formes citées de consommation créatrice/production de technologies ne sont que des voies vers une telle assimilation. Celle-ci fera converger les niveaux technologiques dans l'ensemble de l'économie et créera un tissu inter-industriel dense, qui permettra à l'appareil de production de réagir flexiblement aux tâches nouvelles qui se présenteront à partir de l'augmentation du niveau de vie des masses populaires et à partir du progrès technique.

Jouer sur la demande des masses pour créer une base pour une production autonome de technologie nécessite dans un pays sous-développé des stratégies plus complexes que des mesures de redistribution des revenus. Ces économies sont inflexibles. Elles ne réagissent pas à une augmentation de la demande solvable pour un produit par l'augmentation de la production, les effets pervers d'éventuelles dévaluations le démontrent[11] : ce sont simplement les prix qui montent. Des industries de substitution des importations n'émergent qu'à des taux de dévaluation très importants.

La raison vient du fait que les économies du Tiers-Monde sont

structurellement hétérogènes, c'est-à-dire que la productivité totale des

facteurs de production varie considérablement entre différentes filières[12]. Une hausse du prix ne peut pas relever alors suffisamment la rentabilité des investissements pour que les capitaux privés soient attirés vers la filière concernée. Des filières entières, qui sont stratégiques pour l'intégration de l'économie, ne sont pas présentes, notamment la production de machines. Cela veut dire que la caractéristique d'un système capitaliste développé, c'est-à-dire l'égalisation du produit marginal de tout facteur de production dans toute utilisation, est absente dans le Tiers-Monde.

Les raisons sous-jacentes à cette déficience sont la désarticulation des économies sous-développées par leur intégration dans une division internationale inégale du travail et la dominance d'un système des prix relatifs dépendant du système des prix mondiaux[13]. Dans une économie qui manque d'un système des prix relatifs on peut difficilement contester la nécessité de la planification.

Si une économie sous-développée ne peut pas réagir flexiblement à des changements de la demande, une redistribution des revenus conduira au déficit de la balance des paiements et/ou à l'inflation. Certes, si dans les stratégies de substitution des importations, des capacités surdimensionnées et sous-utilisées existent, la redistribution des revenus peut inciter dans ces secteurs une production supplémentaire, comme le démontre Figueroa[14]. Mais de telles surcapacités existent principalement dans la production destinée aux couches à revenus élevés. La valeur-usage de ces produits ne correspond souvent pas à la demande des masses. La réorientation de telles filières peut être difficile et coûteuse. L'expérience du Chili sous Allende montre les deux aspects. Il faut en conclure avec le ministre responsable de ce gouvernement[15], que l'augmentation des revenus des masses dans le Tiers-Monde nécessite au préalable la restructuration de l'appareil de production[16].

Cette restructuration ne peut être exécutée que par les pouvoirs publics et des entreprises publiques. Une entreprise privée est liée au critère de la rentabilité de ses investissements, qui dépend des coûts de production et de la demande solvable. Investir en vue de demandes finale et intermédiaire, qui émergeront à la suite de décisions politiques, dépasse les perspectives d'une entreprise privée. Elle devrait se fier à des structures dont l'existence dépend d'un rapport de force dans l'avenir. En plus, la possibilité que l'Etat prenne des décisions qui mènent à ces structures de la demande effective intermédiaire et finale, dépend en même temps des réalisations convergentes dans les différentes unités de production à créer, parce que sans la restructuration réussie la redistribution des revenus ne pourra pas avoir lieu.

Une politique de développement autocentré exige une restructuration préalable de l'économie vers la consommation des masses, qui doit comporter un calendrier pour utiliser les demandes intermédiaires et finales, qui émergent au cours de cette restructuration, pour maximiser l'emploi et les liens inter-industriels. Pour atteindre ceci, un tel

calendrier doit fixer des buts de production et non pas prioritairement des buts d'investissement.

3. – Consommation des masses ou concentration du surplus pour maximiser la croissance : les contradictions du modèle de A. W. Lewis[17] et de Fei/Ranis[18]

Certains auteurs, avec Lewis et Fei/Ranis, de même que Galenson et Leibenstein[19] ont souligné la priorité de l'accumulation sur l'emploi et l'expansion de la consommation dans le développement. Une telle conception doit supposer les conditions suivantes :

- 1) La productivité dans les pays sous-développés est tellement basse, que la productivité marginale des actifs est inférieure à leur consommation de subsistance.
- 2) Que l'économie est divisée en au moins deux secteurs, dont un secteur est spécialisé dans la production des biens de production pour la production de biens de production – machines pour produire des machines.
- 3) Qu'une stratégie de l'accumulation pour l'accumulation soit possible à long terme.
- 4) Que l'expansion de la production de machines pour construire des machines doit déboucher sur la construction de machines qui servent à la production de non-machines.
- 5) Que l'option pour la technologie la plus intensive en capital permet de dégager un surplus qui peut être réinvesti et dont l'investissement a un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie.
- 6) Que l'augmentation du surplus ne conduit pas à l'augmentation durable de la propension à l'importation à partir de cette catégorie de revenu.

3.1. – La productivité marginale faible dans les campagnes du Tiers-Monde n'exclut pas une production supplémentaire dans l'agriculture traditionnelle par les "sous-employés"

La première condition peut être considérée comme remplie dans la plupart des pays du Tiers-Monde, notamment dans le secteur agricole. Les conséquences de cette condition sur l'emploi en situation d'application du calcul à la marge ont été décrites par Georgescu-Roegen[20]. Néanmoins, la production marginale de cette force de travail "superflue" pour la hausse du surplus n'est pas zéro, mais simplement inférieure à sa consommation. Cette force de travail contribue à la production, mais non pas au surplus. En cas de transfert de cette force de travail de l'agriculture vers la ville, le surplus agricole, qui peut être transféré vers les villes, monte, mais il est inférieur aux besoins de consommation minimum des travailleurs transférés vers les villes, même si les revenus dans les villes ne sont pas supérieurs à ceux obtenus dans les campagnes. En plus, la formation de cette main-d'oeuvre rurale lui permet de participer à beaucoup de travaux investifs.

Cette possibilité du travail investif dans les campagnes a été admise même par des adhérents au théorème de Lewis, Fei et Ranis, à condition que cette force de travail peut subvenir de cette façon à sa propre subsistance[21]. L'importance du travail investif dans les campagnes pour l'accumulation rurale n'est pas seulement démontrée par l'expérience de la Chine populaire[22], mais aussi par celle des Etats-Unis du 19e siècle[23]. En plus, les "coûts de subsistance" dans les villes sont bien supérieurs aux coûts de subsistance dans les campagnes, comme cela est démontré par les revenus urbains supérieurs aux revenus ruraux même dans les activités les plus humbles du secteur dit informel[24], qui se développe partout dans le tiers-Monde. Mais en plus, si au temps de Lewis, le transfert de populations rurales vers les villes a pu être considéré comme nécessaire au développement, il est difficile de préconiser une telle solution aujourd'hui : il y a déjà suffisamment de chômeurs et de sous-employés dans les villes. Si la première condition est donnée, elle n'a donc pas d'importance sur le plan pratique.

3.2. – Le développement par la concentration du surplus à des fins investives suppose la production locale des biens d'investissements

Une politique de développement axée sur la production de machines pour produire des machines est certes nécessaire pour les pays sous-développés. Dès que l'on peut équiper des usines à partir d'une production locale, on peut augmenter l'emploi. L'expansion rapide de ce secteur favorise au maximum l'emploi. J'admets aussi qu'une telle stratégie nécessite une politique d'austérité au moins au début du développement, mais aussi une option **contre** des technologies sophistiquées. La nécessité de produire des machines pour produire des machines ne donne donc raison au modèle de Lewis, Fei et Ranis que partiellement : l'habitude des économistes de distinguer l'économie en deux secteurs, les biens d'investissement et les biens de consommation est utile pour l'analyse des cycles. Cette représentation de l'économie déforme pourtant la réalisation du processus productif. Celui-ci est caractérisé par la transformation de matières premières en produits de base qui sont transformés en machines ou avec des machines en produits d'utilisation finale soit consommatrice ou investive. Le ciment, le sucre et l'essence sont de tels produits d'utilisation finale. Dans toutes ces transformations, l'outil ou la machine sont essentiels pour la hausse de la productivité du travail. La machine intervient dans la transformation des matières premières en produits de base, dans la transformation de produits de base en produits de consommation ou d'autres utilisations finales ou en machines. Certes, on ne peut pas construire des machines sans produits de base. Mais si l'on peut construire des machines pour construire des machines on peut rapidement élargir la production de produits de base. La capacité de produire de l'acier pourtant ne fait que soulager la balance des paiements en cas d'option pour construire des machines, elle ne crée pas de capacités nouvelles pour construire des machines. Importez un haut fourneau et formez la main-d'oeuvre nécessaire : aucune machine ne sortira de la filière. Importez de l'acier et produisez à partir de

produits de base des machines : vous pourrez équiper d'autres ouvriers à produire de l'acier.

Or, la production de machines a été intensive en travail de tous temps. Le capital fixe brut de la branche de la construction de machines en R.F.A. a été en 1981 [25] de 60 milliards DM en prix de 1976, donc 8,3 % du capital fixe brut de l'industrie allemande ; la part de la branche dans les salaires payée a été 14,38 %, la part dans le temps de travail utilisé 13,95 %. Le rapport entre capital fixe et heure de travail été en 1981 34,6DM, qui doivent être comparés avec la moyenne de l'industrie allemande manufacturière (56,8 DM), et la moyenne du secteur des biens d'investissement (qui comprend aussi les voitures particulières et l'électro-ménager) 40,8 DM. Le rapport capital fixe/valeur ajoutée, est très bas dans cette industrie (entre parenthèses les moyennes de l'industrie manufacturière de la R.F.A.) 1981 : 1,239 (1,779), 1970 : 0,93.6 (1,536), 1960 : 0,891 (1,218). La construction de machines n'est pas une industrie lourde ou une industrie intensive en capital, mais une industrie intensive en travail moyennement qualifié. Ce ne sont en Allemagne que les travaux dangereux dans les mines, la production des métaux et la chimie (9,08 % des heures de travail) de même que dans la construction de véhicules routiers, de navires et d'avions qui sont mieux payés (12,75 % des heures de travail). Le rejet des industries de consommation traditionnelles vers des pays à bas salaires commence à cacher dans la statistique l'importance des travailleurs qualifiés dans la construction de machines. Pendant les années 70 (1974) sur 1,33 million d'apprentis en R.F.A., quelques 280.000 ont été dans les spécialités que l'on peut regrouper sous le mot "mécanicien" [26]. Le développement économique par la construction de machines nécessite un taux élevé d'investissements sous la forme de emploi de travailleurs mécaniciens à des fins de construction de machines. Un tel développement n'emploie pourtant pas dans le secteur de construction de machines, des procédés intensifs en capital.

Pour un pays du Tiers-Monde, le modèle Lewis, Fei, Ranis de la priorité de la formation de capital fixe productif suppose la construction de machines avec la main-d'œuvre dont on dispose. On peut la former dans des écoles étrangères, mais puisque "la sidérurgie crée les sidérurgistes", on doit la former par la construction de machines dans le pays. On peut plus facilement s'entraîner, avec une technologie un peu démodée. Il est peu probable que l'on commencera cet entraînement par la construction de machines à contrôle numérique. De même, l'insertion de ce secteur de construction de machines dans le reste de l'économie y exclut dans une large mesure l'application des procédés les plus modernes, car les machines qui alors seraient nécessaires, ne peuvent pas être produites localement. L'option de résorber le chômage par le développement prioritaire des industries d'équipement exclut pour une large mesure l'option pour les technologies les plus intensives en capital. Le modèle Lewis, Fei et Ranis est donc contradictoire dans ses propres arguments.

3.3 – L'accumulation pour l'accumulation est impossible ou irréaliste

Certes, on peut montrer, qu'une haute proportion d'investissements dans le produit national brut accélère la croissance et l'emploi à long terme. J'ai montré ailleurs que sous un régime capitaliste cela peut prendre deux formes [27]. Si le taux d'accumulation (investissements nouveaux/capital fixe accumulé) est plus élevé que le taux de croissance du produit net, la productivité du capital baisse rapidement et il y a chute du taux de profit à terme. Si l'on prétend que le système peut survivre si la productivité du travail augmente suffisamment, il faut définir comme condition la productivité du capital (rapport produit/capital) comme constante. En partant de la "démonstration" d'Emmanuel [28] nous formalisons à condition de salaires réels constants (politique d'austérité) :

$$(1) \quad Y = cY + aC + P + v \quad (3) \quad [29]$$

En même temps est défini :

$$(2) \quad P = \pi C$$

c et a sont constants. π est le taux de l'accumulation du capital, car

$$(3) \quad P = I$$

(profit égale investissement net, car tout le profit, mais seulement le profit est investi).

En plus, le produit brut ou net, dans notre cas le produit brut, parce que c définit les consommations intermédiaires, a les consommations de capital dans chaque période de production, est fonction du capital investi, lié au stock du capital par la productivité du capital.

$$(4) \quad Y = bC$$

b_t varie dans le temps, si le taux de croissance du capital est supérieur au taux de croissance du produit y (c'est-à-dire si la production devient plus lourde).

$(1 + \pi)^t C_0$ est le capital accumulé C_t est le capital accumulé C_t dans la période t.

$(1+y)^t y_0$ est le niveau de production Y_t dans la période t. Nous obtenons à partir de cette définition :

$$(5) \quad 0 = (1-c)(1+\pi)^t b_t b_0 - (1+\pi)^t a C_0 - (1+\pi)^t C_0 - v_0$$

$$(6) \quad b_t = \frac{\frac{v_0}{c_0} \left(\frac{1}{1+\pi} \right)^t + a + \pi}{1-c}$$

En même temps, b_t est défini comme Y_t/C_t et donc

$$(7) \quad b_t = \frac{1+y}{1+\pi} \quad t \cdot \frac{Y_0}{C_0}$$

Si $Y < \pi$, nous obtenons que les deux définitions de b_t sont contradictoires car d'après (6) b_t s'approche rapidement de $(a+\pi)/(1-c)$, d'après (7) de zéro, baisse donc plus que le maintien de la reproduction du capital et le taux des consommations intermédiaires le permettent. Même si l'on renonce à un profit la contradiction reste, car $a/(1-c) > 0$ dans tous les cas : les consommations intermédiaires ne peuvent pas être plus grandes que le produit brut, $1-c$ est donc toujours positif, de même que a car le taux de remplacement du capital ne peut pas être négatif.

Pour sauver Emmanuel de cette contradiction, supposons que la productivité du capital ne baisse pas dans un processus d'accumulation pour l'accumulation. Dans ce cas, $\pi \leq y$, c'est-à-dire la production augmente au moins aussi rapidement que le stock de capital fixe. Dans ce cas, les éléments Y , aC et cY croissent avec un taux de croissance identique, v est constant. Par définition, le taux de croissance du profit dans la période doit être supérieur. Puisque le taux de profit est en même temps le taux de croissance du capital, le stock de capital a augmenté dans la période suivante avec un taux supérieur à la période précédente. Puisque les autres éléments de l'équation croissent avec le taux de croissance du capital, aussi le taux de croissance du produit augmente. Nous obtenons alors

$$(8) \quad 0 = \left(\frac{t-1}{\pi-1} (1+\pi)^{t-1} \right) ((1-c)bc + ac) - \left(\frac{t-1}{\pi-1} (1+\pi)^{t-1} \right) v$$

L'analyse d'un tel système donne comme résultat, qu'il y a des sauts nécessaires dans l'accroissement des taux de croissance et des taux de profit. En plus, les taux de croissance deviennent fantastiques. Les sauts minimaux, que nous avons trouvés dans l'ordinateur à salaires réels constants, n'ont été en aucun cas inférieurs à 15 % (donc accroissement du taux de croissance d'au moins 15 %) et dépendent notamment de la part initiale des salaires dans le secteur industriel. Le taux de profit et donc aussi le taux de croissance du produit peuvent se stabiliser. A partir de (1) et la définition que Y , cY et aC sont fonction de l'accumulation de la période précédente nous obtenons

$$(9) \quad bC_{t-1} = cbC_{t-1} + aC_{t-1} + \pi C_{t-1} + v$$

$$(10) \quad \uparrow = (1-c) b - a - \frac{v}{C_{t-1}}$$

Parce que C_{t-1} croît d'une manière exponentielle aussi longtemps que v/C_{t-1} est encore grand, v/C_{t-1} tend vers zéro et dans ce cas

$$(11) \quad \uparrow = (1-c) b - a.$$

A une productivité du capital satisfaisante entre 0,5 et 0,9, à un taux de remplacement du capital de 10 ans ($a = 0,1$) et à un taux des consommations intermédiaires de 0,1, le taux de croissance est entre 35 et 71 % ! La consommation populaire est alors insignifiante. On pourrait aussi bien construire une économie de guerre.

3.4. – L'expansion de l'emploi par la construction de machines pour construire des machines conduit ou bien aux contradictions de l'accumulation pour l'accumulation ou bien à la construction de machines pour construire des non-machines et dans ce cas aussi à la nécessité de l'expansion de la consommation

On peut maintenir que la constance de la masse salariale contenue dans le modèle présenté est irréaliste : le modèle Lewis, Fei et Ranis prétend à une expansion de l'emploi par le réinvestissement continu du surplus. v croît donc par l'expansion du nombre de travailleurs jusqu'à ce que le secteur traditionnel soit résorbé. Deux objections sont à faire :

Si l'on considère que la construction de machines pour construire des machines croît par l'autoconsommation de ses machines, l'expansion de l'emploi sera freinée par le fait qu'il y a des revenus nouveaux sans production nouvelle de biens de consommation. Ou bien la production de machines pour produire des machines conduit à la production de machines destinée à la production de biens de consommation. Alors, on n'opte pas pour l'intensification de l'utilisation du facteur capital dans le secteur producteur des machines, mais pour l'élargissement du secteur moderne avec un rapport capital/travail probablement constant dans le secteur moderne.

Une stratégie de la hausse de la part de la construction des machines dans la production totale nécessite en tout cas une augmentation de la production agricole ou un recours à l'importation car la part des travailleurs à nourrir par rapport aux travailleurs engagés dans l'agriculture augmente. Même en supposant que la productivité du travail dans l'agriculture traditionnelle baisse avec le nombre des

travailleurs (production $Y_a = v_a \frac{n}{V_a}$, où n est un coefficient qui rend

compte de la productivité naturelle des sols) un surplus $S_a = Y_a - V_a$ existe si $n/V_a > 1$, mais ce surplus n'est pas nécessairement égal à la consommation alimentaire des travailleurs dans l'industrie. Le modèle de Lewis, Fei et Ranis ne fonctionne que si le secteur des machines ne produit pas seulement des machines pour

produire des machines, mais aussi des machines pour produire des biens de consommation industriels et agricoles. Les transferts de travailleurs dans le secteur moderne qui produisent des machines pour produire des biens de consommation suppose l'élargissement de cette consommation, car autrement le taux de croissance de v est inférieur au taux de croissance du produit, ce qui mène aux contradictions décrites sous le point 3.3.

3.5. – Opter pour la maximation du surplus et non pas pour la maximation de la production locale de biens d'équipements conduit à la dépendance et à la baisse du prix international du travail national

Si nous avons conclu le point 3.2. avec la constatation que la construction de machines n'est pas intensive en capital et que peut-être le surplus est faible, on peut penser qu'il est préférable d'opter pour d'autres techniques qui augmentent le surplus. Or le modèle de Lewis, Fei et Ranis augmente l'emploi par la production de biens d'équipement. Si l'on veut augmenter la production par des technologies importées, ce but n'est atteint que dans la mesure où :

- un autre secteur gagne les devises pour payer les importations de technologies
- le secteur moderne gagne suffisamment de devises sur le marché international.

Les exportations traditionnelles ont une faible élasticité des prix sur le marché mondial. Selon cette élasticité de la demande par rapport aux prix, la hausse des quantités exportées est supérieure à la hausse des revenus ; celle-ci peut même être négative[30]. Si l'on forme des organisations de producteurs, on peut s'approprier des rentes[31] ; mais le recours systématique à l'importation de technologies financée par des revenus de rente nécessite une planification stricte pour créer des liens inter-industriels. Cette planification est rendue d'autant plus difficile que les revenus en devises augmentent. Cette planification ne peut réussir que si elle crée des capacités locales de création de technologie, c'est-à-dire un secteur de production de machines avec la main-d'oeuvre disponible. Nous revenons au résultat du point 3.2.

3.6. – Le développement à partir de technologies importées dévalorise le surplus à long terme et doit conduire à une politique de bas revenus des masses

A partir du point 3.4. on pourrait proposer que la hausse du taux de croissance du surplus et la hausse du taux de croissance du produit peuvent être des stratégies temporaires, jusqu'à ce que l'appareil productif soit modernisé. J'en conviens, si ce surplus est utilisé en priorité pour la production locale de biens d'investissement. Dès que l'on introduit dans le modèle non pas des quantités de travail et de produits, mais des prix, les deux situations suivantes sont possibles :

– Si le surplus augmente sans la capacité de production locale de machines, le surplus ne peut être accumulé que par l'importation. Vu l'élasticité faible de la demande pour les exportations par rapport à leur prix en cas d'exportations traditionnelles, il faudra comprimer les revenus déjà faibles dans ces secteurs d'exportations. Ceci est assez proche de la voie du développement des pays du Tiers-Monde : acheter des équipements chers avec des produits bon marché.

– Si le surplus peut être utilisé pour la construction locale de machines, l'expansion de l'emploi dans le secteur moderne augmente la demande aussi pour les produits du secteur traditionnel. Les termes de l'échange pour l'agriculture augmentent en cas de libre commercialisation. Cela conduit d'abord sans augmentation des salaires réels à l'augmentation des revenus des masses, par la baisse relative des prix des produits du secteur moderne. Cela, à côté des hausses des salaires réels dans les pays industriels pendant leur révolution industrielle, a grandement contribué à l'élargissement des marchés de masse. En même temps, un tel changement des termes de l'échange entre secteur industriel moderne et secteur agricole crée des incitations pour la paysannerie à investir (si des biens d'équipement et des avant-produits sont disponibles).

Nul ne nierait que sans capacités de production de biens de production, la croissance est impossible ou au moins précaire. Dans ce sens, une concentration sur l'établissement d'un secteur de production de machines au début du processus pour vaincre le sous-développement est indispensable, même si cela peut conduire à une période d'austérité. Certes, l'importation de technologies peut faciliter l'établissement d'un tel secteur. Mais les modèles de type Lewis, Fei et Ranis sont contradictoirement formulés : même si toutes les conditions à leur fonctionnement sont données, notamment le maintien de salaires réels bas dans l'industrie, leur implication pour l'emploi, c'est-à-dire la résorption rapide ou à long terme des chômeurs et des sous-employés exclut l'application de technologies sophistiquées : ces technologies ne peuvent être produites localement au début de la formation d'une classe ouvrière qui n'est pas encore technologiquement expérimentée. Si les secteurs consommateurs appliquent de telles technologies, l'effet d'intégration entre le secteur créateur de technologies et le secteur consommateur de technologie est faible. Maximiser l'investissement en maximisant le surplus ne conduit pas à l'extraversion, si l'on accepte que la forme matérielle du surplus, c'est-à-dire les biens d'équipement, soient produits en majorité localement. Cela a des implications importantes sur les structures nécessaires de la demande finale.

4. – L'agrandissement nécessaire du secteur public de l'économie et la formation d'une couche de gestionnaires dans les administrations et les directions des entreprises publiques

Toute stratégie destinée à hausser le taux d'accumulation par le secteur public pose comme condition qu'il y a du surplus qui n'est pas investi. Une telle stratégie ne peut donc pas reposer sur l'économie prékeynésienne marxiste ou néolibérale. Pour l'économie prékeynésienne, il n'y a pas de surplus que les capitalistes privés ne

s'approprient pas en cas de sa valorisation rentable. Il faut donc seulement que les salaires réels soient suffisamment bas pour que l'accumulation et l'expansion de l'emploi progressent[32]. Pour Marx, il y a des crises cycliques dues à la production de biens d'équipement concentrées sur des périodes limitées[33] et sous-emploi avec surpopulation relative en cas de baisse du taux de profit consécutive à la hausse de la composition organique du capital[34]. Celle-ci est souvent élevée[35] dans le Tiers-Monde à cause des coûts élevés des équipements importés et des coûts bas du travail direct, de sorte que l'on pourrait dire que la composition organique du capital dans le Tiers-Monde est élevée à cause de la combinaison de travail indirect cher et de travail direct bon marché. Pourtant cette composition organique du capital élevée en cas de technologies importées doit être compensée au moins ex ante par la hausse de la productivité du travail qui est attendue par l'application de la technologie concernée[36]. Ceci conduit à un paradoxe important : la technologie importée paraît permettre une hausse de la productivité d'autant plus importante que les coûts unitaires de production sont plus bas d'une part, d'autre part le taux de profit serait plus élevé avec cette technologie à composition organique du capital élevée qu'avec une technologie à composition organique du capital plus basse. Ce paradoxe peut être expliqué de plusieurs façons, l'explication néolibérale insisterait sur des salaires institutionnellement ou "artificiellement" trop élevés[37]. Pourtant, dans ces conditions, le secteur dit "informel" des petites et moyennes entreprises devrait connaître une accumulation du capital massive, ce qui n'est pas le cas, malgré sa croissance dans le Tiers-Monde. La deuxième explication serait que la productivité du travail serait si basse que même à des revenus extrêmement bas, le surplus est trop faible pour un taux de profit suffisant. Ceci est fortement contredit par deux faits : l'exportation continue de capitaux par les classes privilégiées, si un contrôle des changes n'est pas installé, et les revenus assez élevés des couches sociales aisées. Restent deux autres explications : pour la structure de la demande de consommation, c'est-à-dire caractérisée par la prépondérance des biens de luxe consommés par les classes aisées sous l'effet de démonstration, le marché des biens d'équipement ne permet ni du point de vue de la qualité ni du point de vue des quantités possibles l'investissement dans le secteur des biens d'équipement, tandis que la consommation des masses est insuffisante dans la plupart des cas et n'entraîne pas l'établissement d'un secteur de biens d'équipement destinés à la production de biens de consommation. Il y a surplus, mais pas de marché qui justifierait son investissement. Le surplus dégagé dans la production ne peut pas être réinvesti mais doit être réalisé par l'exportation et par l'importation de technologies et de biens de luxe. Or si cela conduit à une spécialisation inégale, notamment à l'absence d'un secteur de production de machines, la possibilité de cette solution indique une richesse naturelle du Tiers-Monde : les coûts d'opportunité dans la production de machines par rapport à leur importation en échange de devises gagnées par l'exportation de matières premières sont trop élevés. Autrement dit : la spécialisation des pays du Nord dans la production industrielle et notamment de machines appuyée sur un marché de masse en expansion fait que les productivités des facteurs dans la

production de machines sont particulièrement inférieures dans le Sud par rapport aux productivités des facteurs dans la production de matières premières. Ceci force les pays du Tiers-Monde au cercle vicieux suivant : ils ont une composition organique du capital élevée dans le secteur moderne et une production de machines non-compétitive. La réalisation du surplus passe alors par l'exportation de matières premières et dans une certaine mesure de produits manufacturés intensifs en travail. Pour la réalisation du surplus, ces pays doivent limiter leurs coûts de travail, avec la conséquence d'une limitation du marché intérieur. Baisser le taux des changes et taxer les exportations déjà rentables maintiendrait le pouvoir d'achat international et permettrait de rendre profitable la production locale de biens jusqu'alors importés en baissant les coûts unitaires de travail dans les secteurs clés pour l'accumulation, c'est-à-dire la construction de technologies. L'appropriation d'une rente cachée[38] et l'influence néfaste d'une compétitivité relativement grande dans la production de biens qui ne suscitent pas la croissance de la production locale de machines ont été traitées ailleurs[39]. Si la richesse naturelle des pays du Tiers-Monde décourage la production de machines, il est évident que sans restructuration planifiée, le processus d'accumulation sera du type extra verti et ne remplira pas les conditions évoquées dans la discussion du modèle de Lewis, Fei et Ranis, c'est-à-dire la production locale de biens d'équipement. La production locale de machines apparaît comme chère même dans le calcul d'un planificateur.

La réalisation du surplus à travers l'exportation ou à travers la consommation à partir de revenus élevés pour des couches privilégiées conduit à une crise d'accumulation : il y a du surplus. Sa réalisation dépend de marchés extérieurs avec une faible élasticité de la demande par rapport aux prix. L'utilisation du surplus pour des investissements productifs à l'intérieur de l'économie sous-développée est difficile vue l'étroitesse des marchés. L'investissement est le moins rentable dans le secteur de la production locale de machines. Voilà les conditions de l'élargissement de l'intervention économique de l'Etat dans le Tiers-Monde, quelle que soit l'orientation idéologique du régime concerné. Il faut le contrôle de l'exportation par des ententes avec d'autres Etats, des taxes à l'exportation (qui ne sont qu'une forme d'appropriation d'une rente par l'Etat et dont l'application a été largement répandue longtemps avant la hausse des prix du pétrole[40] et l'investissement public même dans le secteur productif. A lui seul, l'emploi dans le secteur industriel public brésilien est plus important que l'emploi dans toutes les filiales des sociétés transnationales installées dans le Tiers-Monde aujourd'hui[41]. Cela n'a donc pas de sens de discuter sur la nécessité d'un secteur industriel public dans le Tiers-Monde. Ce qui importe, c'est l'orientation de ce secteur ou bien vers l'élargissement ultérieur de la consommation des masses ou bien pour la satisfaction directe ou indirecte de la demande provenant des classes aisées.

Si c'est seulement l'Etat qui a et la possibilité de l'appropriation de ressources supplémentaires par l'exportation et la possibilité de les investir dans l'industrie, le personnel dirigeant dans les administrations

économiques et politiques et dans les entreprises publiques s'élargit. Nous assistons à la formation d'une couche sociale, que les uns appellent les cadres, les autres la bureaucratie et certains la bourgeoisie d'Etat. Cette couche suscite des controverses multiples qui ne peuvent pas toutes être évoquées ici. Je me limite à des commentaires brefs [42] pour montrer après, que c'est cette couche, que je définirai comme classe sociale, qui est le porteur historique du projet de développement autocentré, même si certaines de ces couches historiquement concrètes ne remplissent pas cette fonction. Les trois appellations, ci-dessus indiquées, de cette couche de gestionnaires dans les administrations et les entreprises publiques, sont fausses. La notion de bourgeoisie d'Etat ou de bourgeoisie administrative est une contradiction en soi, qui, au moins après la publication du manifeste communiste en 1848, ne saurait plus être admissible. Au moins, depuis Marx, la bourgeoisie est une classe fragmentée, dont les membres - les capitalistes privés - sont soumis à la concurrence et réalisent leur part du surplus sur le marché en proposant continuellement des produits nouveaux et en appliquant des procédés de production nouveaux. C'est la concurrence qui soumet les capitalistes à la loi de la valeur et les pousse vers le développement des forces productives. Ce n'est pas le cas des gestionnaires du secteur public dans le Tiers-Monde d'aujourd'hui, pour de bonnes raisons d'ailleurs. La bureaucratie comme sphère spécifique et appareil relativement indépendant est un phénomène du capitalisme avec sa séparation entre l'Etat et la société civile elle est bureaucratie dans le sens de Weber [43], si elle est soumise au contrôle d'autres classes sociales. Une telle bureaucratie ne dispose pas de la masse du surplus économique. Elle ne définit pas les axes du développement de l'économie par l'investissement public. Or, les gestionnaires dans les secteurs publics du Tiers-Monde remplissent exactement ces fonctions. La notion de cadre est neutre, mais elle cache le caractère de classe de la couche des gestionnaires.

On définit un mode de production par les mécanismes de la distribution des tâches dans la production, de l'appropriation du surplus de même que de l'affectation du surplus à des buts différents. Une société, où la plus grande partie du surplus est appropriée par des mécanismes administratifs et où la décision sur la répartition du surplus est concentrée sur un groupe social défini qui prend les décisions en fonction d'options politiques, est un mode de production spécifique. On peut appeler ce mode de production socialisme. Mais le socialisme me paraît être caractérisé par l'abolition du travail aliéné et donc aussi par l'absence d'une classe dirigeante, qui pourtant existe dans les secteurs publics du Tiers-Monde. Je préfère donc la notion de société bureaucratique de développement, qui est dirigée par une classe qui tire son revenu et son pouvoir de décision de l'appartenance aux échelons supérieurs des administrations, des directions d'entreprises, des organisations politiques ou sociales d'intégration des classes dirigées ou des instances de médiation idéologiques. J'appelle cette classe dirigeante "classe-Etat".

Avant d'explorer ses chances historiques de porteur de développement autocentré, je voudrais signaler que la notion de classe-Etat ne comporte aucun aspect péjoratif. C'est tout de même Marx qui a fait les éloges les plus splendides à la bourgeoisie ascendante. L'existence de la rareté des biens conditionne celle du travail aliéné et nécessite celle d'une classe dirigeante, qui est progressive dans la mesure où elle contribue à éliminer la rareté des biens pour permettre l'épanouissement humain dans l'activité autodéterminée.

L'émergence de classes-Etat dans le Tiers-Monde (qui abolissent les oligarchies foncières, les classes-Etat des modes de productions tributaires, qui – elles – sont tournées vers le maintien d'une société statique[44], et les bourgeoisies compradores à la suite de l'émergence de la nécessité d'une utilisation plus efficace du surplus existant et potentiel) est une chance et un danger.

Commençons par la chance : cette classe n'est pas tenue de respecter la loi de la valeur. Si j'ai constaté que la structure de la demande intérieure et l'insertion dans l'économie mondiale font que, dans les économies sous-développées, ne sont rentables que des investissements qui ne contribuent guère à la création d'un appareil productif orienté vers la satisfaction des besoins des masses à travers la production locale de technologies, le fait d'être libéré de la contrainte de la loi de la valeur permet l'investissement pour une structure de la demande et de l'appareil productif alternative. La restructuration nécessaire de l'appareil productif pour le développement autocentré peut être une option d'une classe-Etat et ce n'est que dans le pouvoir de classes-Etat (et non par d'oligarchies terriennes ou de bourgeoisies privées) d'engager un tel développement dans une économie sous-développée.

Néanmoins, la classe-Etat n'est pas obligée de poursuivre un tel développement. Elle est libérée de la contrainte des mécanismes économiques. Sa place dominante dans la société et dans le système politique la libère à un degré élevé du contrôle exercé par d'autres classes sociales. Elle **peut** engager un processus de développement autocentré, mais des exemples existent, où le surplus est simplement consommé ou investi dans des projets de prestige qui remplacent les monuments artistiques destinés à témoigner de la splendeur de la classe dirigeante pour constituer "l'unité supérieure" de la nation[45].

Une contradiction fondamentale du développement autocentré réside donc dans la nécessaire indétermination de l'orientation politique et économique des classes-Etat par le domaine économique. Ici, "l'infrastructure" ne détermine la superstructure qu'en dernière instance, notamment quand la capacité de financement est épuisée. L'analyse des contradictions du développement autocentré comporte donc l'analyse de la dynamique intérieure des classes-Etat dans les sociétés bureaucratiques de développement de types certes divers[46] dans le Tiers-Monde d'aujourd'hui.

5. – Aspects de la dynamique intérieure des classes-Etat et leurs relations avec d'autres classes sociales

Dans la définition de la classe-Etat j'ai insisté sur son autonomie par rapport à la loi de la valeur et sur son indépendance par rapport à d'autres classes sociales. Certes, il y a des conflits sociaux dans le Tiers-Monde. Comme les conflits sociaux dans d'autres modes de production, ceux-ci influent sur le comportement de la classe dirigeante. Comme toute classe dirigeante, les classes-Etat de la société bureaucratique de développement du Tiers-Monde actuel dépendent en plus de l'acceptation de leurs rôles par les classes dirigées. La légitimité réelle d'une classe dirigeante ne lui enlève en aucun cas son caractère dominant. Dans les sociétés bureaucratiques de développement, les classes-Etat créent ou chapeautent des organisations de masse, pour les ouvriers[47], les paysans[48], etc. On a caractérisé un tel système comme patronage moderne[49], dans le sens que de telles organisations destinées à l'intégration de la société ne peuvent fonctionner convenablement que si elles distribuent des avantages à leurs membres. Les responsables aux échelons différents servent comme tampon entre les exigences à long terme du projet de développement de la classe-Etat et les revendications immédiates des classes dirigées. Même les bourgeoisies locales ne peuvent ni ne veulent contester le pouvoir de la classe-Etat, puisque le marché constitué par les dépenses investives ou consommatrices publiques sont importantes, notamment pour les fractions technologiquement les plus modernes de ces bourgeoisies.

De même, les classes-Etat sont autonomes du capitalisme mondial[50]. Certes, elles ne peuvent agir contre le capital extérieur que dans la mesure où le contrôle du territoire national est décisif pour imposer leur volonté. Les expropriations de sociétés multinationales[51] ou l'interdiction de l'accès au marché de même que la formation d'associations de producteurs de matières premières pour l'appropriation de rentes sont les manifestations de cette autonomie. Il y a des opinions qui contestent cette autonomie en insistant sur la dépendance technologique ou financière des pays du Tiers-Monde et donc de leurs classes dirigeantes. Sur un plan étroitement confiné à la méthodologie en sciences sociales, une telle proposition ne diffère pas de la proposition assez risquée que la classe ouvrière dans le capitalisme n'est pas une classe autonome ! Sur le plan empirique, les classes-Etat peuvent collaborer avec les multinationales, acheter des brevets, accepter des contrats de soumission, accepter les prix mondiaux, importer des modes de consommation occidentaux. Elles peuvent pourtant aussi décliner de le faire.

Le comportement des multinationales, notamment leurs réticences à engager leurs capitaux propres dans le Tiers-Monde (surtout dans la production primaire) et de se contenter à être de simples fournisseurs de technologies, montrent que les multinationales fondent aujourd'hui leur stratégie sur le pouvoir territorial incontestable des Etats dans le Tiers-Monde[52]. Certes, les sociétés multinationales peuvent intervenir dans les affaires intérieures des Etats du Tiers-Monde, mais l'exemple cité le plus souvent, le coup de force contre le gouvernement d'unité populaire du Chili a été entrepris parce que ces interventions économiques et politiques des multinationales ne sauvaient pas les

intérêts de la droite chilienne[53]. Il faut être prudent avec la notion de dépendance : est-ce que la Pologne de l'entre-deux-guerres était dépendante, parce que l'Allemagne nazie pouvait l'occuper en 1939 ? La dépendance est l'incapacité de ne pouvoir s'opposer qu'à des coûts prohibitifs pour soi-même à la volonté d'un autre, à qui l'affirmation de sa volonté n'inflige pas de coûts comparables[54]. Certes, se libérer de la dépendance a un coût. Nier pourtant la possibilité d'acquérir l'indépendance ne fait que la prolonger. Si aujourd'hui, le Nord disparaissait à la suite d'un holocauste atomique, je doute fort que les pays du Tiers-Monde finiraient par exister[55]. Par contre, la non-disponibilité de biens d'équipement du Nord, les forcerait à développer leur propre base économique.

La dynamique intérieure des classes-Etat[56] et les relations avec d'autres classes prennent leur origine dans le fractionnement des classes-Etats en segments rivalisants, qui peuvent être basés sur des affinités idéologiques, régionales, de formation dans des écoles, d'appartenance à certaines branches administratives, ou certains corps de l'Etat. Ces segments sont orientés vers la promotion de leur influence, de leur prestige et de leurs revenus. La rivalité pour maximiser ces buts conduit à une tendance à augmenter les dépenses consommatrices. Il est plus facile pour un segment de s'accorder avec d'autres segments sur une croissance commune de leurs nombres respectifs par la création de postes nouveaux, que de forcer un autre segment à abandonner des positions à son profit. Cette tendance menace d'épuiser les capacités de financement. D'autre part, il y a des segments défavorisés, qui ne peuvent prétendre à étendre leur influence, leur revenu et leur prestige que s'ils axent leur projet sur l'élimination de la "corruption" de ceux qui sont mieux placés qu'eux[57].

Les segments des classes-Etats forment des coalitions avec d'autres classes sociales ou fractions de classes sociales, comme toute classe dirigeante. Il est normal que les partenaires qui disposent eux-mêmes de ressources, soient préférés. D'où la tendance à coaliser avec les multinationales, les bourgeoisies locales etc. Mais le nombre de tels partenaires est limité. Il y aura des segments qui ne pourront promouvoir leurs intérêts qu'en faisant appel aux classes sous-privilegiées et aux masses populaires, dans leur projet politique.

Les tendances spontanées des classes-Etat paraissent aller vers l'augmentation des revenus de leurs membres, vers l'augmentation des postes et vers l'extension des privilèges. Mais il y a des contre-tendances qui peuvent être soutenues par l'orientation idéologique ou la base du recrutement. Pourtant la dégénérescence du "socialisme" dans beaucoup de pays, notamment d'Afrique, vers un verbalisme symbolique[58], conseille la prudence en évaluant le poids de ces facteurs. Ce qui importe, c'est que les contradictions qui surgissent par les tendances spontanées, notamment par l'épuisement des sources de financement et l'incapacité de mobiliser la production suffisamment (malgré peut-être la hausse des investissements) augmentent les rivalités entre segments et favorisent ceux parmi eux, qui sont plus

orientés vers le développement autocentré que vers leurs propres privilèges. Les chances de tels segments à s'imposer dépendent pourtant des coûts de la restructuration des appareils de production vers leurs buts. Dans un pays qui a investi dans des filières non reconvertisibles vers des chaînes de production destinées à la consommation des masses, il peut être difficile même pour des segments très idéalistes de trouver des segments au moins connivents pour imposer une orientation vers la hausse de la consommation des masses populaires. Les rivalités entre les segments conduisent à un comportement politique des classes-Etat de forme zig-zag [59]. L'élément orienté vers le développement autocentré est renforcé par la vigueur des éléments dans le secteur productif qui peuvent être orientés vers la satisfaction directe ou indirecte de cette consommation. En identifiant les filières de production qui seront utilisables ou nécessaires pour un développement autocentré et en investissant dans ces filières, même avec des intentions tout à fait différentes, le mouvement vers le développement autocentré est renforcé [60].

6. – Quels investissements sont nécessaires pour restructurer l'appareil productif vers la consommation des masses

En économie sous-développée, le critère de la rentabilité de l'investissement n'oriente pas celui-ci vers les filières de production pour les besoins des masses. Il faut donc d'autres critères. Ceux-ci ne peuvent être dégagés que par la projection de la structure de la demande finale et de la demande intermédiaire qui émergeront, si les revenus des masses augmentent [61].

De telles filières peuvent être identifiées à partir de l'évaluation de la demande en cas de hausses des revenus des masses et à partir de l'évaluation des possibilités de production des biens identifiés comme nécessaires dans une telle perspective. Pour évaluer la structure de la demande et la nécessaire structure de l'appareil de production en cas d'augmentation des revenus nous disposons de trois instruments, le profil de la demande, le chemin de la production et la structure technologique de l'économie.

6.1. – Le concept de profil de la demande

A partir de l'analyse de la demande des ménages à revenus et milieux socioculturels différents nous pouvons projeter la demande qui émergera, si les revenus augmentent. Ceci suppose que les ménages très pauvres qui accèdent à un revenu un peu plus élevé consomment à milieu socio-culturel identique un panier de marchandises de composition assez proche de celui consommé aujourd'hui par les ménages qui reçoivent déjà le revenu que l'on veut obtenir pour les ménages pauvres. Si l'on considère que l'augmentation des revenus des masses sera surtout satisfaite par l'augmentation de leur emploi et de leur productivité, le problème de la diminution des revenus élevés est moins préoccupant, car les ménages riches et surtout les ménages aisés verraient leurs revenus absolus maintenus. Seulement leurs avances relatives aux ménages pauvres diminueraient. L'évaluation peut être faite ou bien à partir d'élasticités de la demande par rapport

au revenu ou bien à partir de profils de consommation représentatifs de ménages à revenus moyens.

Une telle méthode se distingue des conceptions de la satisfaction des besoins de base par deux aspects :

– Les besoins ne sont pas définis du dehors mais à partir de la demande révélée de ménages un peu plus aisés que les pauvres. Je vois mal comment on pourrait mobiliser les ménages pauvres, à produire plus si on leur prescrit ce qu'ils doivent consommer.

– Il y a dans la consommation des pauvres, actuellement, des biens qui seront remplacés par des produits de qualité peut-être plus grande. Ceci a une importance considérable. La discussion sur le secteur informel souligne aujourd'hui, que ce secteur produit des biens pour les classes très pauvres. Il se peut que ce soit leur pauvreté [62] qui amène ces ménages à acheter de tels produits et qu'à revenus plus élevés, le secteur informel ne pourra plus trouver un débouché chez eux qu'à condition d'améliorer la qualité de ses produits, Ceci supposerait sa transformation en secteur de petites et moyennes entreprises plus efficaces.

6.2. – Le concept de chemin de production

Le chemin de production décrit la transformation d'une matière première, par l'intervention de travail à qualifications diverses, en produits de base, en machines et produits intermédiaires et enfin en produits d'utilisation finale, ou consommatrice ou productrice (par exemple du ciment pour l'autoconstruction). En suivant le chemin de production à partir du produit final vers les étapes intermédiaires, on peut évaluer la demande intermédiaire (avant produits et machines). Cette demande sera différente si des technologies différentes sont utilisables. Si la création de capacités locales de production de machines d'abord simples est considérée comme essentielle à la croissance future, toutes les possibilités de satisfaire la demande intermédiaire par des machines localement produites et des avant-produits localement fabriqués avec des machines d'origine locale doivent être examinées avec une attention particulière.

6.3. – L'intégration des technologies

On peut distinguer trois secteurs technologiques dans la production de biens manufacturés dans les pays du Tiers-Monde. On y trouve des filières qui appliquent une technologie de pointe importée. Ensuite, il y a un secteur traditionnel, avec des technologies "rudimentaires" localement produites. Ce qui manque dans la plupart des cas, c'est un secteur avec technologie intermédiaire, c'est-à-dire avec des machines localement produites et donc adaptées aux besoins locaux. Il ne s'agit pas du tout d'importer des technologies démodées dans ce cas, les deux critères du modèle Lewis, Fei et Ranis ne seraient pas observés, c'est-à-dire maximiser le surplus et l'utiliser sur place. Il s'agit par contre de la construction locale de telles technologies en copiant, en imitant et en adaptant des connaissances techniques qui existent. Si l'on dit

aujourd'hui qu'un étudiant en physique nucléaire pourrait construire une bombe atomique, s'il disposait des laboratoires nécessaires, on peut difficilement imaginer, que la masse des équipements, qui datent de 10 ou 20 ans, ne pourraient pas être copiés. Imaginez quelle diffusion de compétences techniques dans un collectif de travailleurs serait obtenue, si celui-ci copiait le type de machines des années 30 d'un pays industriel avancé tout en tenant compte autant qu'il peut des connaissances techniques nouvelles dans les pays industriels. N'oublions pas que les choix technologiques possibles pour les pays du Tiers-Monde sont particulièrement limités par l'absence de capacités locales de production de machines[63].

A partir d'une évaluation de la demande finale, on peut évaluer - avec des options technologiques différentes - la demande intermédiaire et finale. Ce résultat permet d'introduire deux autres éléments, l'importance de l'agriculture et le problème de l'intégration des petites et moyennes entreprises.

6.4. – L'importance de la dynamisation de l'agriculture

Une bonne partie de la demande supplémentaire est constituée par des denrées. Il faut donc à tout prix relever la production agricole en créant auprès des paysans les motivations nécessaires à fournir un travail investif pour augmenter les rendements. Ceci devra être complété par la modernisation de l'agriculture sur la base d'équipements destinés prioritairement à relever les rendements, secondairement à faciliter le travail des paysans[64].

6.5. – Intégration des petites et moyennes entreprises

Une partie de la demande intermédiaire et finale peut être produite par un secteur de petites et moyennes entreprises. Le comportement de ces unités, souvent même leur orientation vers la consommation des riches, montre qu'elles réagissent à la structure de la demande solvable. Leurs programmes de production ne nécessitent donc pas la planification. Un régime juridique approprié pour la garantie de leurs investissements et des règlements qui favorisent la formation par l'apprentissage feront que ce secteur s'adapte dans sa production au marché appelé à se constituer par l'augmentation des revenus des masses. Si les produits de ce secteur sont pourtant d'une qualité si basse, qu'ils seront refusés par les classes les plus pauvres en cas de hausses des revenus les plus faibles, deux mesures s'imposent. D'une part, le secteur de production de machines doit mettre à la disposition des petites et moyennes entreprises des machines améliorées[65]. D'autre part, un programme de formation doit être entrepris en direction de ce secteur, notamment à partir des capacités techniques des grandes entreprises industrielles.

6.6. – Délimiter le champ d'intervention du secteur moderne local

La base de toute évaluation de projets à financer par l'Etat est la matrice des relations interindustrielles, que l'on veut atteindre à partir de l'augmentation des revenus des masses et la création d'une capacité

locale de production de machines. Toute production, qui ne figure pas dans cette matrice des filières à appeler "égalitaristes", ne peut faire l'objet d'un financement ou d'un encouragement publics. Dans la mesure où le secteur des petites et moyennes entreprises peut satisfaire une partie de la consommation des masses, sa production ne fera pas l'objet de la planification.

En évaluant les possibilités de production du secteur des petites et moyennes entreprises et du secteur de l'agriculture pour la satisfaction de la demande nouvelle, de même que la demande intermédiaire qui découlera de ces secteurs, on peut déterminer les exigences que le secteur moderne de l'industrie doit satisfaire. Il s'agira de la demande de biens de consommation que seul le secteur moderne peut satisfaire, ci-inclus une consommation accrue des populations rurales, les demandes intermédiaires de l'agriculture et d'un secteur des petites et moyennes entreprises à dynamiser et du secteur industriel moderne lui-même. Les exigences de production qui découlent de la somme des différentes demandes peuvent prendre la forme d'une liste avec quantités de machines et d'avant-produits de type divers.

Néanmoins, la liste qui sortira posera des problèmes d'allocation optimale des facteurs de production : pour les produits qui ne peuvent être fabriqués que par le secteur industriel moderne, il y a possibilité d'une production locale ou de l'importation.

De même, la liste contiendra encore des produits qui peuvent être aussi fabriqués par des petites et moyennes entreprises, notamment dans le secteur de la sous-traitance.

De même, la création de capacités de production de machines, peut-être simples, repose au moins pour un certain nombre de produits le problème du choix entre la production dans des petites et moyennes entreprises avec technologie traditionnelle ou légèrement adaptée ou dans des unités plus grandes utilisant des technologies plus sophistiquées.

Il faut donc des règles d'évaluation. A partir de la liste des produits nécessaires pour lesquels il y a des alternatives, on déterminera :

- les désavantages comparatifs entre l'importation et la production locale avec technologie sophistiquée importée,
- les désavantages comparatifs entre production avec technologie sophistiquée importée et avec technologie localement produite,
- les désavantages comparatifs entre production dans de grandes unités avec technologie localement produite et petites et moyennes entreprises.

Dans tous ces calculs, on tiendra compte de l'effet "formation" en considérant que l'emploi de travail qualifié, tel le mécanicien dans la production de machines, est un investissement dans l'avenir. Dans le choix des tailles des unités, les possibilités d'exportation doivent être considérées. Il est rentable d'exporter dans certains cas même au-

dessous des coûts unitaires, mais au-dessus des coûts marginaux. Si le prix des engrais sur le marché mondial est 0,5 unités de compte/t, le coût unitaire d'une unité dimensionnée sur la demande future intérieure de 1 million t serait 1 unité de compte/t, tandis que ce coût serait 0,7 unités de compte/t dans le cas d'une usine de 2 millions t, la vente de 1 million t sur le marché mondial rapporterait 500.000 unités de compte et permettrait de recouvrir l'ensemble des coûts avec un prix d'achat pour les paysans basé sur un coût unitaire de 0,9 unités de compte/t, ce qui est inférieur au coût unitaire de l'usine plus petite [66].

6.7. – Pour quels produits utiliser les recettes en devises : Ne pas descendre au-dessous d'un seuil critique de production locale de biens d'équipement quelles que soient les recettes en devises

Si un pays du Tiers-Monde a peu d'exportations rentables, la capacité d'importation limitée l'induit à résoudre le problème de l'utilisation des devises rares pour les produits où les coûts comparatifs de la production locale sont les plus avantageux. Probablement, les devises seront engagées pour l'importation de produits de base, ou de technologies de pointe pour la production de certains produits de base.

Si un pays a pourtant beaucoup de devises, les règles d'évaluation permettent une optimisation vers la maximisation de la production, parce qu'on peut partout appliquer des technologies très sophistiquées en négligeant la production locale de machines. D'autre part, cela conduit à la consommation de technologies sans création de capacités technologiques locales. Aussi longtemps que nous ne pouvons que prudemment estimer l'accumulation savoir-faire, donc de formation de capital humain, dans la construction locale de machines, il n'y a pas de solution rigoureuse entre l'option d'importation de technologies de pointe et l'option de la production locale de technologies. Néanmoins, on peut estimer un seuil critique, au-dessous duquel il n'est pas raisonnable de laisser tomber la part nationale de la production de machines. A partir de l'expérience des pays industriels, l'emploi dans le secteur de production de machines ne devrait probablement pas être inférieur à 10 % de la main-d'oeuvre dans le secteur industriel.

Nous proposons ce chiffre pour les raisons suivantes : la part des équipements dans le capital fixe ne devrait pas excéder 70 % (reste : bâtiments), le rapport capital fixe/produit net est très élevé dans certains pays du Tiers-Monde, mais nous admettons que par des mesures destinées à rendre plus efficace la gestion, on peut éviter de dépasser à moyen terme 6. Le rapport entre la partie équipement (supposons 2/3 du capital fixe) et le produit net est donc 4. Avec une durée de vie des équipements de 10 ans, le rapport entre production et investissement en équipements à ce taux du rapport capital/produit élevé (qui reflète déjà la croissance industrielle, parce que c'est justement la construction d'usines qui ne produisent pas encore, qui pousse le rapport capital fixe/produit net vers le haut) 40 % de la production industrielle doivent être constitués par des équipements. Admettons en plus, que la modernisation de l'agriculture et la demande intermédiaire des petites et moyennes entreprises constituera une demande supplémentaire pour des machines localement produites de

50 % du montant de la demande respective du secteur industriel moderne. Sur une production d'alors 120 unités, il faut 40 unités de biens d'équipement pour le secteur moderne et 20 unités pour les autres secteurs, donc 50 % de la production industrielle totale pour les biens d'équipement. Dans ce cas, 50 % d'une production industrielle augmentée de 20 % doivent être des machines (chiffre d'affaires de la branche machine). La valeur des équipements capitalisés dans l'industrie n'englobe pas seulement la production de machines, mais l'acier utilisé, les bâtiments nécessaires dans la production de machines etc. La partie innovatrice de construction de machines peut être mesurée par la part des salaires dans la production de machines par rapport à la valeur de la vente de cette branche. Cette part dans l'industrie ouest-allemande est aux environs de 33 % dans les années 70. Je ne connais pas de chiffres correspondants pour des pays du Tiers-Monde. Supposons pourtant que cette part soit supérieure à cause de la moins grande spécialisation industrielle et de l'importance des procédés artisanaux et prenons 50 %. Si 50 % des produits industriels doivent être des biens d'équipement où le travail de production de machines concourt à 50 % de la valeur brute, on peut estimer que le travail producteur de machines (production locale et importations) représente 25 % de la production annuelle de l'industrie. Maintenir alors au moins 10 % du travail industriel dans le secteur de la production de machines équivaut à une capacité de satisfaction des besoins en machines à partir de la production locale de 40 %. Ceci me paraît être un seuil critique, au-dessous duquel les effets cumulatifs de non-disponibilités de capacités locales de production de machines, notamment de production de machines pour produire des machines, conduiront aux dangers de l'extraversion décrits par les auteurs algériens [67]. J'avertis le lecteur que ce calcul est approximatif. Il n'explore pas les raisons du rapport capital/produit élevé ; il ne fait qu'évaluer grossièrement les besoins en biens d'équipement des secteurs des petites et moyennes entreprises dans l'hypothèse de leur dynamisation éventuelle et de l'agriculture, et il n'estime que grossièrement le travail de construction de machines dans la valeur des équipements capitalisés. C'est à partir de recherches empiriques que les différents paramètres utilisés pourraient être précisés pour un pays concret.

Ce que cette estimation montre, c'est qu'en cas de croissance rapide à partir de recettes élevées en devises, l'utilisation de l'ensemble de la capacité d'importation pour l'achat de technologies étrangères peut véritablement étouffer la capacité locale de production de machines. Aussi, n'est-il pas aberrant que certains auteurs proposent de préférer l'importation d'un certain nombre de produits de base (ou demi-produits) et l'utilisation des ressources rares en travail qualifié à la construction de machines [68].

6.8. – Ne pas exclure une période d'austérité

Si la richesse en devises se révèle comme un danger pour un développement autocentré, le manque de devises par contre peut nécessiter une politique d'austérité. Le processus de développement

autocentré repose sur la création d'un secteur de production de machines, dont j'ai dit qu'elle sera grandement facilitée par une distribution plutôt égalitaire des revenus et l'augmentation de la consommation des masses. Ceci n'exclut pas, dans le cas d'absence d'une production locale de machines (d'abord pour produire des machines ensuite pour produire des biens de consommation) qu'il ne puisse pas y avoir une hausse immédiate des revenus des masses. Aussi longtemps que le secteur d'intégration de l'économie, c'est-à-dire la production de machines, n'existe pas, il se peut que le transfert de travailleurs vers ce secteur nécessite une augmentation du surplus social tandis que l'augmentation des revenus des masses alimenterait sans ce secteur d'intégration seulement la hausse des importations ou la hausse des prix. Ceci est surtout vrai si la production agricole ne peut être augmentée que par l'emploi de produits nouveaux, machines et avant-produits, dont la fabrication en grandes quantités suppose des capacités locales de production de biens d'équipement.

6.9. – La nécessité et le caractère contradictoire des surcoûts

Dès que le choix des projets s'oriente d'abord vers un système de liens inter-industriels à atteindre et non pas vers la rentabilité immédiate, il est normal que certaines unités produisent à des coûts unitaires supérieurs aux prix d'importation des mêmes produits. Ce phénomène est le résultat logique de certaines options contenues dans le modèle :

– La création de certaines unités de production est non rentable au niveau actuel du taux de change. Pourtant, si l'augmentation de la consommation de biens d'équipement par le reste de l'économie devrait être financée à partir d'exportations accrues, une plus haute élasticité de la demande par rapport aux prix pour les biens d'équipement importés que pour les biens traditionnels exportés conduit à une dévaluation du prix du travail national par rapport au prix du travail dans les filières étrangères de production de biens d'équipement. A la suite d'un tel changement des prix des facteurs, les surcoûts peuvent disparaître.

– Les coûts de la production locale de biens de production contiennent des coûts de formation de "capital humain", c'est-à-dire de "know-how" [69]. Si le savoir-faire du collectif des ouvriers est essentiel pour le développement, la question des surcoûts dans la production de machines ne se pose pas. La seule question intéressante est comment un mélange optimal de consommation de technologies importées et de production locale de biens de production peut être obtenu.

En plus, si une économie sous-développée est caractérisée par des productivités des facteurs divergentes et des désarticulations importantes, la tâche du secteur public est exactement de s'attaquer aux filières non encore rentables pour transformer la structure de l'appareil productif. Exposer donc ce secteur au critère de la compétitivité avec des entreprises qui opèrent dans d'autres conditions, revient à nier la nécessité de ces tâches. Si souhaitable que la rentabilité du secteur public doit apparaître, aussi irréaliste est une acceptation mécanique de ce critère.

Mais les surcoûts ne prennent pas leurs origines uniquement dans ces données économiques. Il y a aussi des surcoûts causés par le caractère contradictoire de la classe-Etat. Ne prenons que les critiques algériennes : il y a parfois mauvaise gestion[70]. Les sièges centraux ont trop de personnel[71]. Ceci est causé quelquefois par un esprit de "beylik", c'est-à-dire le népotisme[72], qui peut prendre la simple forme de ne pas refuser des emplois mal rémunérés à des gens vers lesquels on se sent obligé. Les entreprises publiques ont souvent un monopole sur le marché : la possibilité de passer des surcoûts aux clients par le mécanisme des prix[73] permet aussi de faire des concessions aux travailleurs de l'entreprise et aux cadres moyens, bref permet d'utiliser une rente de situation[74]. Le pourcentage très élevé des catégories 1 et 2 dans le secteur privé algérien ne me paraît pas traduire uniquement un plus haut niveau technique de l'outil de production, ce qui nécessiterait une plus grande compétence des cadres moyens[75]. Par contre, on peut interpréter ce phénomène aussi par des hausses voilées des salaires. La dynamique de l'entreprise publique peut même créer des surcoûts par une stratégie qui ne vise pas à noircir la matrice des relations inter-industrielles, mais par contre augmente l'isolement de l'entreprise du reste de l'économie nationale. L'orientation prioritaire de la planification algérienne vers des buts d'investissements a relégué les buts de production au rang de préoccupation secondaire. L'aisance financière a facilité cette tendance. Aussi longtemps que le trésor avait de l'argent, l'entreprise publique, qui n'avait pas atteint ses buts de production, pouvait financer le déficit qui en résultait par le recours au trésor[76]. Le problème de l'assainissement de la situation financière des entreprises publiques algériennes a fait l'objet de beaucoup de déclarations officielles algériennes[77]. Les défaillances à remplir les buts de production ont certes causé beaucoup de soucis aux cadres dirigeants des entreprises concernées. Il serait logique que ces cadres aient alors essayé de comparer leurs propres résultats à ceux d'autres entreprises publiques. Supposons qu'ils aient constaté que la situation de celles-ci ne se présentait guère mieux. Personnellement, j'en aurais tiré une seule conclusion : il ne fallait pas me fier aux livraisons d'avant-produits et de machines des partenaires nationaux pour ma propre entreprise : d'où la tendance à un recours intensifié à des livraisons de partenaires étrangers[78] et à la production de certains avant-produits dans l'entreprise même, et donc le phénomène de productions parallèles inefficaces[79].

7. – La nécessité de la décentralisation des décisions et les faux espoirs liés à celle-ci

L'apparence de surcoûts occasionnés non pas par des problèmes de maîtrise de technologies, mais par les structures sociales qui se sont créées par le "gigantisme" et le "monopolisme" des grandes sociétés nationales a conduit à une discussion sur la décentralisation des unités de production. Ce problème de décentralisation est aussi vieux que la planification et est directement lié au problème du statut de la loi de la valeur dans un système planifié[80]. Les résultats de cette discussion ne sont pas directement applicables à notre problème, car ils concernent des économies développées. Le manque de rentabilité de

certaines branches sans augmentation des revenus des masses et l'impossibilité d'augmenter les revenus des masses sans restructuration de l'économie ont été décrits comme éléments constitutifs du sous-développement. Toute discussion sur la décentralisation des entreprises doit tenir compte de ce fait qui exclut une régulation prioritaire par le marché.

Le problème des surcoûts nécessaires continuera à exister même si les unités de production sont plus petites et même si les décisions sont décentralisées. Ou bien, on demande à ces unités de s'engager dans les branches non rentables et à supporter les coûts de la création des infrastructures nécessaires. Alors il y aura encore des surcoûts dans leur comptabilité. Qu'on ne dise pas que l'on pourrait organiser à l'intérieur du pays une concurrence qui ferait fonctionner la loi de la valeur derrière des barrières douanières pour beaucoup de branches. Il est vrai que c'est possible pour le secteur des petites et moyennes entreprises. Là, la régulation par le marché est souhaitable. Pour les unités de production de technologies ou d'avant-produits, une telle solution me paraît peu probable, parce que le marché est trop souvent trop étroit dans la plupart des pays du Tiers-Monde pour supporter une multitude d'entreprises qui produisent le même bien. Ou bien on ne demande pas aux entreprises décentralisées de supporter les coûts de la formation de la main-d'oeuvre, de la création des infrastructures et de la transformation de l'environnement. C'est alors l'Etat, qui devra se charger de ces tâches. On verra alors une lutte acharnée entre les différentes régions et entre les différentes entreprises pour l'affectation des crédits budgétaires, qui réduiront les coûts de production de certaines unités plus que ceux d'autres unités. Les négociations entre le planificateur central et les unités de production sur les prix et les coûts de même que sur les surcoûts économiquement nécessaires et les mesures complémentaires de l'Etat continueront. Demander aux entreprises publiques d'être rentables pose comme principe, qu'elles ne seront plus considérées comme les agents essentiels de la restructuration de l'économie vers le développement autocentré. Il faut accepter que le problème des surcoûts économiquement nécessaires ne peut être résolu que si le sous-développement est vaincu. Peut-être l'élément le plus négatif de la déformation des économies sous-développées, est l'impossibilité de résoudre leurs problèmes par le mécanisme du marché. Dans ces conditions, les tendances à faire passer des surcoûts "privilèges" comme des surcoûts économiquement nécessaires continueront d'exister. Certes, ces tendances seront affaiblies par la décentralisation, car l'existence de beaucoup d'entreprises moins grandes facilite le contrôle par l'administration qui connaîtra alors la situation financière d'un grand nombre d'unités. Oui à la décentralisation pour rendre plus efficace le contrôle de la planification centrale, mais non à une décentralisation qui appliquera mécaniquement la loi de la valeur.

Décentraliser sera pourtant une tâche difficile : on demandera aux unités déjà efficaces de perdre leur aisance financière et aux unités déficitaires de ne plus pouvoir participer aux gains des unités

bénéficiaires pour pouvoir faire passer dans leur comptabilité quelques surcoûts "privilèges" [81].

8. – Une industrialisation trop accélérée démobilisera les masses et multipliera les goulots d'étranglement

Dans la critique du modèle Lewis, Fei et Ranis, j'ai montré que la centralisation d'un maximum de surplus sur le plan macroéconomique pour la croissance et le choix de technologies sophistiquées qui maximisaient le surplus dans une filière déterminée s'excluaient puisque l'investissement du surplus devait être effectué dans une telle stratégie par la production locale de technologies. Ne pas tenir compte du fait que la maximisation de la croissance provient de la diffusion de connaissances techniques parmi la masse des travailleurs peut conduire à des contradictions supplémentaires.

Il y a d'abord la rareté de la main-d'oeuvre très qualifiée. Une importation massive de technologies très sophistiquées nécessite beaucoup de travailleurs déjà formés de cette catégorie. Puisque ces technologies sont importées, il n'y a pas de formation des travailleurs dans leur production. La rareté de travail très qualifié continue. Puisque les unités qui appliquent une telle technologie sont considérées comme très productives et sont en plus protégées sur le marché intérieur, elles tendent à résoudre leurs problèmes de recrutement en relevant les salaires. Dans une société dirigée par une classe-Etat, il est peu probable que les gestionnaires – moins rares – acceptent des revenus nettement plus bas que les revenus des travailleurs très qualifiés. La rareté des travailleurs très qualifiés contribue à l'élargissement de la gamme des revenus non pas seulement par le mécanisme économique mais aussi par les hiérarchies sociales, qui doivent être maintenues.

Certes, axer le développement plus sur une combinaison entre consommation limitée de technologies importées et production locale de technologies plus simples nécessite aussi des travailleurs qualifiés. Mais ils seront formés sur le tas. En entrant dans l'apprentissage de la technologie à un niveau suffisamment bas, ce type de travailleur sera moins rare. Si la masse des travailleurs est aussi peu productive que son surplus est zéro, et si l'on élève la productivité du travail de 10 % des ouvriers de 100 % (et si seulement 1/10 est perdu par la hausse des salaires des ouvriers), le surplus social sera 9 % du travail social. En admettant qu'en copiant ou en imitant des technologies démodées on augmente la productivité de tous les travailleurs de 3 % par an, ce qui suppose de grosses difficultés dans ce type de transfert effectif de technologies, la productivité moyenne de l'ensemble des travailleurs aura augmenté de 10 % après 3 ans et quelque mois et pourra continuer à augmenter sans hausse considérable des importations. La productivité moyenne aura augmenté de la même façon que dans le cas de l'importation d'équipements très sophistiqués pour un dixième des travailleurs.

La hausse des revenus dans certains secteurs urbains par l'introduction de technologies très sophistiquées démobilise le monde rural. Le phénomène de l'exode rural est bien connu, pour l'Algérie notamment,

dans les régions près des centres de l'industrialisation[82]. Or l'augmentation des revenus payés en ville nécessite l'augmentation de la production agricole. On n'obtiendra pas un travail supplémentaire de la paysannerie sans lui offrir des avantages matériels, qui sont toujours comparés avec la situation matérielle que les paysans croient être celle des classes urbaines. En plus, retenir les gens dans les campagnes contribue à la hausse de la production agricole et éventuellement à la formation de capital dans l'agriculture par le travail investif (cf. supra). Par contre, il est peu vraisemblable que le suremploi de travailleurs dans les usines très modernes pour mitiger les conséquences de l'exode rural permet d'augmenter même marginalement la production. Le suremploi dans les campagnes et son absorption par des industries rurales utilisant peut-être des outils même archaïques est préférable au suremploi dans les usines modernes[83].

Si l'inégalité des revenus augmente par une industrialisation trop rapide, la diversification de la demande progresse. Cette diversification peut être prématurée, si l'économie locale ne produit pas encore une partie substantielle des biens nécessaires pour cette demande. L'accélération de l'industrialisation par l'importation massive de technologies aura comme conséquence que, et le secteur privé et le secteur public s'orientent vers la demande solvable qui prend son origine dans les revenus élevés du secteur très moderne. Si l'on investit le surplus en payant un nombre croissant de travailleurs qui produisent localement des machines, on distribue beaucoup de revenus probablement plus faibles par employé, ce qui crée une demande plus homogène. L'augmentation du surplus et son accumulation sont compatibles avec le maintien d'une distribution des revenus plus égalitaire. En comparant le secteur public et le secteur privé algérien, on observe que les revenus sont plus diversifiés dans ce dernier, mais qu'en même temps, à cause du pourcentage relativement faible des postes biens payés, la part dans l'ensemble des rémunérations qui va aux catégories mal payées est plus importante que dans le secteur public[84]. En accélérant trop l'industrialisation par l'importation de technologies difficiles à maîtriser on crée des structures sociales qui vont à l'encontre du développement autocentré. Le degré optimal est déterminé par les capacités technologiques du secteur de production locale de machines, parce que celles-ci déterminent aussi la capacité d'assimilation de technologies importées.

9. – La nécessité d'une ouverture limitée vers le marché mondial : Quel degré est optimal ?

Le développement autocentré n'est pas l'autarcie. Mais quel degré de fermeture est nécessaire pour le développement autocentré ? En discutant le seuil minimum au-dessous duquel le pourcentage de production locale de machines dans la consommation de machines par l'ensemble de l'économie ne doit pas descendre, j'ai montré que le recours massif à l'importation de technologies peut étouffer la production locale.

D'autre part, il serait absurde que le Tiers-Monde ne profite pas de la disponibilité de connaissances techniques dans le Nord. Mais il ne profitera que peu de la technologie importée, s'il la consomme simplement, sans l'assimiler. Il y a donc un problème de quantité et un problème de forme.

En définissant comme élément essentiel d'un développement autocentré la capacité de produire des machines (ci-inclus des machines pour produire des machines) une première règle s'impose : maintenir et élargir une production locale de machines d'un certain pourcentage dans la consommation de machines. Il en résulte que la hausse de l'importation de technologies est limitée par la hausse de la production de ce secteur et la hausse de la production totale.

Pour intégrer ce secteur de la production de machines dans l'économie, il faut une production en aval de la production de machines. On doit assurer à cette production de machines un débouché. La croissance de la production locale de machines détermine donc un volume de demande intérieure nécessaire pour l'intégration de l'économie.

Les technologies importées doivent être compatibles avec les technologies localement produites. Elles ne devraient pas contenir une partie massive de pièces, que l'on ne peut pas reproduire ou réparer localement [85]. Autrement, il n'y aura pas de liens entre le secteur travaillant avec les technologies importées et les technologies localement produites. Pour la même raison, la technologie importée doit être dépaquetée. Si l'on attend du partenaire étranger, qu'il entreprenne la construction clés-en-mains ou produits-en-mains avec la formation du personnel, il me semble préférable de lui offrir de procéder à l'investissement direct, avec option de rachat de l'entreprise ultérieurement et une garantie de rapatriement de certains montants du profit. L'intégration dans l'économie nationale peut être obtenue par le contrôle des recettes en devises de la firme : elle ne peut acheter des produits à l'extérieur qu'en fonction des recettes en devises. L'agrément qui règlera les conditions de l'investissement peut contenir des pourcentages inférieurs d'année en année des recettes en devises ainsi libres pour l'importation de la filiale. Si sa mère applique des prix de transferts, sa filiale aura peu de devises et devra s'intégrer plus dans l'économie nationale pour payer des profits.

En dépaquetant la technologie on encourt peut-être des coûts initiaux plus élevés, mais d'un autre côté, on peut plus facilement remplacer certains équipements importés par des équipements locaux. C'est exactement de cette manière que procède une firme dynamique qui achète d'abord certains brevets dont elle n'aura plus besoin quand elle aura fait des découvertes nouvelles par l'application de la technologie.

Sur le plan strictement financier, les pays du Tiers-Monde devraient échanger des informations sur l'efficacité réelle de certaines technologies. Une technologie peut paraître rentable sur le papier : Mais dès qu'il y a nécessité de maintenance étrangère, une sous-utilisation temporaire change grandement les paramètres.

La dépendance de la rentabilité du taux de change et des externalités de formation a déjà été évoquée (cf. supra).

Pour le côté exportation, il faudra mentionner les aspects suivants :

- Exporter des biens manufacturés à des prix inférieurs aux coûts unitaires de production, mais au-dessus des coûts marginaux est un instrument important pour faciliter la croissance (cf. supra).
- Obliger les firmes nationales à exporter est un bon moyen pour les inciter à augmenter leur productivité et l'emploi.
- Certains pays du Tiers-Monde qui se décident à construire des machines peuvent espérer vendre de tels produits sur les marchés des pays sous-développés, puisque le rapport coût/performance peut être plus favorable à salaires réels encore bas. Les exportations de biens manufacturés de l'Amérique Latine présentent une gamme très différente des produits exportés par le Sud-Est asiatique[86].

Certes, l'ouverture vers le marché mondial peut comporter d'autres risques, qui pourtant relèvent assez directement de la fraude. Celui qui négocie un contrat avec un fournisseur étranger peut se faire passer un virement à un compte étranger. Le recours à l'importation peut être lié à des rabais illicites, qui sont tenus en banque à l'étranger et qui peuvent aider une entreprise nationale à effectuer des importations en cas de goulots d'étranglement. D'autres soulignent l'effet démonstration sur la consommation.

Ces considérations ne me paraissent pas importantes. L'Etat peut instaurer un contrôle démocratique et notamment laisser s'épanouir une vie politique qui permet le contrôle des responsables. Beaucoup d'abus disparaîtront. Le marché noir des devises disparaîtra, si le taux de change est déterminé à un niveau suffisamment bas. La perte de devises peut être évitée en taxant celles parmi les exportations où les conditions de production permettent l'appropriation de devises supplémentaires[87]. Il est certes plus difficile de contrôler le marché noir des devises que l'exportation de quantités importantes de pétrole, de café ou d'arachides, et ne serait-ce qu'à cause du fait qu'il faut matériellement transporter les produits dont la quantité et le poids par rapport à leur valeur sont beaucoup plus importantes que dans le cas des billets de banque. De même, une distribution plus égalitaire des revenus diminuera considérablement l'effet de démonstration. Les masses populaires savent bien que la société ne peut pas consommer plus qu'elle ne produit. Ce sont les classes aisées qui ont l'illusion du contraire, nourrie d'ailleurs par le fait qu'elles consomment effectivement plus qu'elles ne produisent. Il ne me paraît pas probable que la hausse des revenus des masses, à la suite d'une restructuration de l'appareil productif vers leurs besoins, les emmènera à préférer systématiquement des produits importés. Le niveau de vie d'abord modeste les forcera certainement à préférer des valeurs d'usage à bon prix au lieu du produit de prestige à prix élevé.

10. – Développement autocentré, planification limitée et utilisation des mécanismes du marché. En guise de conclusion

Les contradictions du développement autocentré sont le résultat de la nécessité d'une restructuration planifiée de l'appareil de production vers la satisfaction des besoins des masses par la production locale des biens, pour lesquels un débouché existerait, si les besoins des masses étaient transformés en demande solvable. Pour atteindre ce but, des mesures très diversifiées doivent être combinées. Le développement autocentré ne peut pas être saisi par des oppositions simplistes, comme le choix entre industrie et agriculture, entre technologies intensives en travail et technologies intensives en capital, entre planification et régulation par le marché, entre ouverture et fermeture vers le marché mondial ou entre socialisme ou capitalisme. La réalité du sous-développement, c'est l'absence d'une masse de main-d'oeuvre qualifiée à produire non pas seulement pour sa subsistance, mais capable aussi de produire les outils et les machines nécessaires pour la hausse de sa productivité, donc l'inflexibilité de l'appareil de production. Regagner cette capacité nécessite des technologies localement produites, mais est grandement facilité par l'importation contrôlée, l'imitation et le copiage de technologies étrangères. La coexistence de technologies intensives en travail et non pas ultra-modernes avec des technologies traditionnelles et des technologies de pointe est une nécessité comme la coexistence des régulations de marché et des régulations de plan. Le dosage de ces mesures apparemment contradictoires ne dépend pas de leurs qualités intrinsèques, mais de leur fonction dans un processus conscient de restructuration de l'appareil de production vers la satisfaction des besoins des masses.

10.1. – Le noyau central d'une stratégie de développement autocentré est la restructuration de l'appareil productif

Le développement autocentré doit reposer sur les éléments suivants :

– Révolution agraire pour mobiliser le travail paysan. Petites coopératives pour utiliser de nouveaux avant-produits et des biens d'équipement peut-être simples, qui peuvent être réparés par les artisans et les paysans. Construction en modules, pour permettre d'échanger des parties en panne rapidement sur place afin de les réparer dans des centres plus perfectionnés. Commercialisation libre des produits agricoles, peut-être à l'exception de certains produits de base (céréales), dont des quantités déterminées livrées à l'Etat donnent le droit à la commercialisation libre du reste (solution chinoise)[88]. Le succès de cette formule en Algérie est patent[89].

– Etablissement d'un secteur de production de machines pour produire des machines appropriées aux compétences techniques à moyen terme des travailleurs. Utilisation du secteur de production de machines pour produire des machines pour l'équipement d'unités de production tournées vers les besoins des masses. Dans ce processus naîtront et de grandes usines employant le travail à la chaîne et des unités plus petites qui constitueront un secteur dynamique de petites et moyennes

entreprises. En axant l'appareil productif vers la consommation des masses, des économies d'échelle et le bas degré de sophistication de la technologie et des biens de consommation faciliteront l'emploi de la main-d'oeuvre locale, notamment dans la production de machines.

– Formation de travailleurs qualifiés dans le travail des métaux et dans l'industrie électrique. Ce sont les deux secteurs où l'effet de formation sur le tas apporte les plus grands potentiels d'innovations ultérieures.

– Etablissement d'industries de produits de base avec des licences étrangères, notamment de chimie de base et de production de métaux. Essayer pourtant de dépaqueter ces technologies. Dans ces secteurs les connaissances scientifiques nécessaires sont importantes, de sorte qu'ici le rattrapage se fera moins par la formation sur le tas que par la maîtrise de la technologie importée par des ingénieurs nationaux hautement qualifiés. Appliquer un procédé chimique ne nécessite pourtant pas l'installation d'une unité identique à celle des pays industrialisés. La cimenterie automatisée aura peut-être un rendement très inférieur à la cimenterie non automatisée.

– Création d'un maximum de liens entre le secteur producteur de machines et le reste de l'économie et adapter les procédés appliqués et les produits à fabriquer aux capacités à moyen terme de la production locale de biens d'équipement.

10.2. – Le domaine de la planification

La restructuration nécessite une planification en fonction d'une demande d'avenir. Cette planification doit s'occuper surtout de la création d'une capacité de production de technologies locales (assimilation, imitation, copiage). Elle doit planifier les filières en amont en fonction des besoins de ce secteur et des besoins de l'agriculture en produits de base. Les qualités requises pour ces produits et les procédés de production employés doivent être conçus de sorte qu'ils correspondent d'abord aux besoins du secteur de production des biens d'équipement et du secteur agricole, de même qu'aux besoins des secteurs d'équipement collectifs en infrastructures et logements (matériaux de construction). Les filières en aval doivent être conçues pour pouvoir utiliser les machines localement produites et les produits de base de l'industrie locale. S'il s'agit de grandes unités, qui n'ont pas encore de débouché, la planification est nécessaire.

Pour le reste de la production, qui a déjà des débouchés ou qui peut s'orienter flexiblement vers une consommation des masses qui émergera, des régulations de marché permettent d'obtenir probablement de meilleurs résultats.

10.3. – Vivre avec les contradictions

Une restructuration de l'économie vers la consommation des masses est un processus contradictoire. La planification et surtout une accélération de la croissance industrielle sans production locale de machines peut renforcer les inégalités sociales. Une vue étroitement

techniciste qui se contente de chiffres de production au lieu de se concentrer sur la formation technique des travailleurs tend à sacrifier l'égalitarisme au nom d'une fausse vision de l'efficacité. Si efficace qu'une technologie importée puisse paraître, aussi longtemps que l'on ne peut pas la reproduire, le rattrapage est raté, parce que quand cette technologie est consommée, il y aura de nouvelles technologies que l'on connaîtra aussi mal que l'on connaissait celle importée auparavant au moment de son installation. La planification comporte des contradictions sociales, dont le fondement est la formation d'une couche de gestionnaires, qui essaie de représenter l'intérêt national, mais qui élabore ce qui passera comme intérêt national par des luttes politiques où, forcément, des intérêts particularistes de branches, de certaines administrations, de certains groupes unis par une vision commune des nécessités du développement, jouent des rôles importants. Plus l'appareil de production devient capable d'équiper l'économie pour répondre à une consommation des masses, et plus les segments orientés vers une vision égalitariste de la société gagneront de poids, parce que la valorisation de l'appareil productif ainsi constitué dépendra de l'augmentation effective des revenus des masses. Plus l'appareil de production est orienté vers les filières égalitaristes, et plus les segments dans la couche des gestionnaires, que j'ai définis comme classe-Etat, qui prônent un développement autocentré basé sur une capacité technologique propre et la satisfaction des besoins des masses, l'emporteront. Les orientations actuelles de l'investissement influent dans une large mesure sur les perspectives de développement économique et social à l'avenir. Ces questions sont plus importantes que les questions sur les modes de régulation. Si la planification est nécessaire, un excès de planification ne peut que déboucher sur une atrophie du système. Il y a un danger d'orthodoxie planificatrice, qui conduit à un manque de coordination dans les liens inter-industriels clés et qui tend à sectorialiser l'économie. Restreindre la planification sur les proportionnalités essentielles soulage celle-ci et affirmera la prédominance de l'intérêt général sur les intérêts sectoriels. Le danger du "privé" qui aura de cette façon son champ d'activité, d'ailleurs concurrencé par les petites et moyennes entreprises publiques, n'existera plus, quand on maintient dans ce domaine une compétition acharnée. Aussi longtemps que le secteur privé dépend de décisions ad hoc du secteur public, pour l'importation de certains produits, pour l'adjudication de certains marchés publics ou pour la livraison de certains produits, il tendra à établir des relations mêmes illicites avec le secteur public. Dès qu'il doit opérer sur des marchés de facteurs et de produits concurrentiels en aval ou en amont, une telle stratégie n'est plus payante et sera abandonnée. Cela implique aussi, que le champ du secteur privé devrait être surtout celui où une demande de masse existe déjà.

Notes

[*] Professeur à la Faculté des Sciences Sociales de l'Université de CONSTANCE (R.F.A.).

[1] Pour l'argument cf : Menk, Karl W./Naini, Ahmad/Nottelmann, Angelika : Elemente einer internationalen Strategie für die dritte Entwicklungsdekade. Hamburg : Weltarchiv 1980 ; p. 319. Schumacher, Dieter : Beschäftigungswirkungen von Importen aus Entwicklungsländern nicht dramatisieren, in : DIW-Wochenbericht, (45-1), 26 nov. 1978 ; p. 11. Mathieson, John A. : The Advanced Developing Countries Emerging Actors in the World Economy. Washington : Overseas Development Council 1979 ; p. 37. Berthelot, Yves : Emploi industriel et évolution, in : Tiers-Monde, (21-81), jan./mars 1980 ; p. 71. Mukherjee, Santosh : Restructuring of Industrial Economies and Trade with Developing Countries. Genève : International Labour Office (ILO) 1978 ; p. 23. Lydall, H. F. : Employment Effects of Trade Expansion, in : International Labour Review, (111-3), mars 1975, pp. 219-234. Hsieh, C. : Measuring the Effects of Trade Expansion on Employment. A review of Some Research, in : International Labour Review, (107-1), jan. 1973 ; pp. 1-29. Kierz Kowski, Henryk : Displacement of Labour by Imports of Manufactures, in : World Development, (8-10), oct. 1980 ; p. 761.

[2] Par exemple : OECD : The Impact of Newly Industrializing Countries on Production and Trade in Manufactures. Report by the Secretary General. Paris : OECD 1979 ; p. 11. Renshaw, Geoffrey : An Overview, in : G. Renshaw, Geoffrey (ed) : Employment, Trade and North-South Co-Operation. Genève : International Labour Office 1981 ; p. 81. Schatz, Klaus-Werner/Wolter, Frank : The Federal Republic of Germany, in : Renshaw 1981, op. cit., note 2 ; p. 203. Schumacher, Dieter : Handel der Europäischen Gemeinschaft mit Entwicklungsländern, in : DIW -Wochenbericht, (48-17), 24 avril 1981 ; pp. 195-200. Schumacher, Dieter : Arbeitsteilung mit Entwicklungsländern und Strukturwandel in der Bundesrepublik Deutschland, in : Konjunkturpolitik, (28-5), 1982 ; p. 310. Schumacher, Dieter : Wirtschaftliche Zusammenarbeit mit Entwicklungsländern und Beschäftigung in der Bundesrepublik Deutschland, in Endwicklungspolitik, sept. 1982 ; p. 1-3.

[3] Cf. : OECD : Zusammenarbeit im Dienst der Entwicklung. Politik und Leistungen der Mitglieder des Ausschusses für Entwicklungshilfe. Jahresprüfung 1980. Paris : OECD 1980 ; p. 333. Müller, R./Moore, D./Cohen, R. : LDC Debt and U.S. and World Economic Stagnation : Overcoming Contradictions in Global Interdependence, in Wionczek, Miguel S. (ed) : LDC External Debt and the World Economy. Mexiko : El Colegio de México 1978 ; p. 255. Stallings, Barbara : Peru and the U.S. Banks : Privatization Relations, in : Fagen, Richard R. (ed) : Capitalism and the State in U.S. Latin American Relations. Stanford (Calif.) : Stanford University Press 1979 ; p. 249. Konrad, Anton : Consequences of the Debt Crisis, in : Einterconomics, (18-3), mai-juin 1983 ; p. 141.

[4] Frieden, Jeff Third World Indebted Industrialization : International Finance and State Capitalism in Mexico, Brazil, Algeria and South Korea, in : International Organization, (53-3), été 1981 ; pp. 407-432. Cf. aussi Wionczek, Miguel S. The External Indebtedness of the

Developing Countries. A Background Report, in : Wionczek 1978 ; op. cit., note 3 ; p. 67 Benachenhou. Abdellatif : Les sidérurgies du Tiers-Monde entre l'autonomie et la dépendance in : Abdoun, R. Yachir, F./Jorlin, Y. (eds) : Forces et faiblesses des sidérurgies du tiers-monde. Alger : Centre de Recherche en Economie Appliquée 1981, p. 5. Boukrami, Sid-Ali : La finance internationale. Vues d'un économiste du tiers-monde. Alger : OPU 1981 ; p. 86 Versluysen, Eugène L. : The political Economy of International Finance. Westmead : Gower 1981 p. 148. [Palloix, Christian : Les firmes transnationales d'origine française implantées dans le Tiers-Monde et l'économie du crédit international, in : Beaud, Michel/Destanne de Bernis, Gérard/Masini, Jean La France et le tiers-monde. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble 1979 ; p. 103 Stallings 1979, op. cit., note 3 ; p. 249, Wachtel, Howard M. : A Decade of International Debt, in : Theory and Society, (9-4), juillet 1980 p. 516. Glissman, Hans H./Nunnenkamp, Peter : Die Entwicklungsländer am Rande einer Verschuldungskrise. Überlegungen zu den Ursachen und Folgen am Beispiel Lateinamerikas. Kiel : Institut für Weltwirtschaft. Kieler Diskussionsbeiträge 1983 ; p. 6.

[5] Des chiffres sur l'importance de l'endettement du Tiers-Monde pour les actifs des banques occidentales se trouvent auprès de Kerns, Hikaru Japan's Debt Shokku. Major Banks are Heavily Exposed to Third World Borrower in : Far Eastern Economic Review, (119-6), 10 février 1983 ; p. 63 : Petroleum Economist, (49-10), octobre 1981 ; p. 418 : Risiken kaum beachtet, in : Wirtschaftswoche (37-14), 1 avril 1983 ; p. 192.

[6] Comme le font : Grauwe, Peter de/Kennes, W./Pecters, T. : Trade Expansion with the Less Developed Countries and Employment, in : Weltwirtschaftliches Archiv, (115-1), 1979 pp. 98-113.

[7] Cf. par exemple : Benachenhou, Abdellatif : Le tiers-monde en jeu. Alger : Centre de Recherche en Economie Appliquée 1981 ; p. 115 Breidenstein, Gerhard : International Konzerne. Arbeitsbuch für Schule, Gewerkschaften, politische Gruppen. Reinbek : Rowohlt 1977 : p. 72. Dorel G./Gautier, A./Reynaud, A. : Genèse et économie de la Communauté Economique Européenne. Montreux : Bréal 1980 ; p. 198 Feld. Werner J. : Nongovernmental Forces and World Politics. A Study of Business, Labour and Political Groups. New-York : Praeger 1972 : p. 163. Jahan, Emmanuel/Jedlicki, Claudio : La stratégie des investisseurs français face à la concurrence des pays à bas salaires. Paris : IEDES. Centre Nord-Sud de l'Institut de l'Entreprise 1982 ; p. 11. Hamada. Koichi : Japanese Investment Abroad, in Drysdale, Peter, (ed) : Direct Foreign Investment in Asia and the Pacific. Toronto University of Toronto Press 1972 ; p. 177. ILO : Tire Impact of Multinational Enterprises on Employment and Training. Genève ILO 1976 ; p. 11, Lynn, Robert P. : The Import Problem of the American Textile and Apparel Industry, in : United States International Economic. Policy in an Interdependent World. Papers Submitted to the Commission on International Trade and investment Policy and Published in Conjunction, with the Commission's Report to the President. Washington : Government Printing Office 1971. ; p 311. Portes, Alejandro/Walton John : Labor, Class and the

International System, New-York : Academic Press 1981 ; p. 72. Reynolds, Lloyd G./Gregory. Peter : Wages, Productivity and Industrialization in Puerto Rico. Homewood, (Ill.) : Richard D, Irwin 1965 ; p. 20. Rohde, Carsten ; Strukturm Wandel und staatliche Sanierungspolitik in der Textilindustrie, in : Wirtschaftsdienst, (59-5), mai 1979 ; p. 239.

[8] [J'ai élaboré ce point dans Elsenhans, Hartmut : Social Consequences of the New International Economic Order, in : Jahn, Egbert/Sakamoto, Yoshikazu : Elements of World Instability : Armaments, Communication, Food, International Division of Labour. Proceedings of the International Peace Research Association. Eighth General Conference, Frankfurt Campus 1981 ; pp. 86-94. Elsenhans, Hartmut : La crise - Les négociations globales et les perspectives de coopération Sud-Sud. Contribution au séminaire international Développement et rapports internationaux, 22-27 mai 1982. Alger : CREA/CEESTEM 1982 ; 31 p. Sur le danger d'un alignement vers le bas des conditions de vie dans le Nord sur celles dans le Sud cf. aussi : Pfaff, Werner/Anders, Martin/Petrak, Heinz : "Multis". Proletariat und Klassenkampf. Berlin : Dietz 1981 ; p. 172] Perry, Guillermo : Los mercados mundiales de manufacturas y la industrialization de los paises en desarrollo, in : Hill, Eduardo/Tomassini, Luciano (eds) : América Latina y el Nuevo Orden Economico internacional. Santiago de Chile : Corporación de promoción Universitaria 1979 ; p. 271. Ross, Roberts/Trachte, Kent : Global Cities and Global Classes : The Peripherization of the Labour Force in the Core Cities. Cincinnati : ISA 1982 ; p. 15.

[Cline, William R. Can the East Asian Model of Development Be Generalized, in : World Development, (10-2), févr. 1982 ; p. 88, montre que l'augmentation des exportations des produits manufacturés pour l'ensemble du Tiers-Monde au niveau des 4 pays Taiwan, Corée du Sud, Hongkong et Singapour, conduirait à un degré de pénétration des économies occidentales difficilement supportable pour celles-ci. OECD : Développement Co-Operation. Efforts and Policies of the Members of the Development Assistance Committee. 1982 Review. Report by Rutherford M. Poats. Paris : OECD 1982 ; p. 132, montre la baisse de la croissance de l'exportation de biens manufacturés pour les pays industriels, ce que Donges, Jürgen B./Müller-Ohlsen, Lotte : Aussenwirtschaftsstrategien und Industrialisierung in Entwicklungsländern. Tübingen : J.C.B. Mohr 1978 ; p. 175, avaient nié. Cf. aussi la thèse de Hager, Wolfgang : Protectionnism an Autonomy : How to Preserve Free Trade in Europe, in International Affairs, (58-3), été 1982 ; p. 428, sur la nécessité de fermer les marchés de l'OCDE au pays du Tiers-Monde, qui ne veulent pas respecter les niveaux de vie obtenus en Occident (et les niveaux des coûts).]

[9] [Cf. aussi Poirier, Jean : L'économie quaternaire et l'oblation. De la destruction des biens économiques à la création des valeurs sociales, in : Economies et sociétés, (2-4), avril 1968 ; p. 872. Cf. la littérature citée dans Elsenhans Hartmut : Egalitarisme social comme condition du développement économique. Contribution au Colloque "Théories et expériences de développement" : Bilan. Alger, 24-26 mars 1983, notes 21, 28 et 29.

Eisenhans, Hartmut : *Abhängiger Kapitalismus oder bürokratische Entwicklungsgesellschaft. Versuch über den Staat in der Dritten Welt.* Frankfurt : Campus 1981 ; pp. 133-134.]

[10] [Argument de James, Dilmus D. : *The Economic Case for More Indigenous Scientific and Technological Research and Development in Less Developed Countries*, in : Street, James, Dilmus D. (eds) : *Technological Progress in Latin America : The Prospects of Overcoming Dependency.* Boulder (Col.) : Westview Press 1979 ; p. 96.]

[11] [L'argument a été débattu depuis longtemps, parmi d'autres cf. Amin, Samir : *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique.* Paris : Editions de Minuit 1973 ; p. 237.] Graham, Frank D. : *The Theory of International Values.* Princeton (N.J.) : Princeton University Press 1948 ; p. 301. Diaz-Alejandro, Carlos F. : *A Note of the Impact of Devaluation and the Redistribute Effect*, in : *Journal of Political Economy*, (71-6), nov./déc. 1963 ; p. 577.

[12] Cf. : Aydalot, Philippe : *Essai sur les problèmes de la stratégie de l'industrialisation en économie sous-développée. L'exemple tunisien.* Tunis/Paris : Cahiers du Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales (CERES) 1968 ; p. 42.] Bruton, Henry J. : *Import Substitution and Productivity Growth*, in : *Journal of Development Studies*, (4-3), avril 1968 ; p. 322. Boatler, Robert W. : *Trade Theory Predictions and the Growth of Mexico's Manufactured Exports*, in : *Economic Development and Cultural Change*, (23-4), juillet 1975 ; p. 506. Boatler, Robert W. : *Comparative Advantage ; A Division Among Developing Countries*, in : *Inter-America Economic Affairs*, (32-2), automne 1978 ; p. 61. Clague, Christopher : *An International Comparison of Industrial Efficiency : Peru and the United States*, in : *Review of Economics and Statistics*, (49-4), nov. 1967 ; p. 492. Clague, Christopher : *The Determinants of Efficiency in Manufacturing in an Underdeveloped Country*, in : *Economic Development and Cultural Change*, (18-2), jan. 1970 ; p. 194. Diaz-Alejandro, Carlos F. : *Industrialization and Labour Productivity Differentials*, in : *Review of Economics and Statistics*, (47-2), mai 1965 ; p. 209. Hardin, Einar/Strassmann, W. Paul : *La productividad industrial y la intensidad de capital de México y los Estados Unidos*, in : *El Trimestre Económico*, (35-137), jan./mars 1968 ; p. 52. Nelson, Richard R. : *A "Diffusion" Model of International Productivity Differences in Manufacturing Industry*, in : *American Economic Review*, (58-5), déc., 1968 ; p. 1238. Sicat, Gerardo P. : *Capital-Labor Substitution in Manufacturing in a Developing Economy : The Philippines*, in : *The Developing Economies*, (8-2), mars 1970 ; p. 31. Agarwal, Jamuna P./Donges, Jürgen B./Horn, Ernst-Jürgen : *Übertragung von Technologien an Entwicklungsländer.* Tübingen : J.C.B. Mohr 1975 ; p. 31. Tyler, William G. : *Manufactured Export Expansion and Industrialization in Brazil.* Tübingen : J.C.B. Mohr 1976. p. 110. [Palloix, Christian : *La question de l'échange inégal, une critique de l'économie politique*, in : *L'homme et la société*, (14), oct./déc. 1970 ; p. 29.]

[13] [Cette domination peut être l'objet d'interprétations

très diverses. Si S. Amin 1973, op. cit., note II ; p. 188,

conclut à la dépendance et à la nécessité de rupture avec le marché mondial, l'économiste est-allemand, Kohlmey, Günther : Karl Marx's Theorie von den internationalen Werten mit einigen Schlußfolgerungen für die Preisbildung Zwischen den sozialistischen Staaten, in : Jb. d. Inst. f. Wirtschaftswiss. Probleme d. Polit. Ökonomie. Bd.5, Dt, Akad. Wiss, 1962 ; p. 80 ; admet l'existence de l'échange inégal et suit par ailleurs Marx (Le capital, 1.1, chap. 20, MEW 23 ; p. 585) : "La loi de la valeur est modifiée dans son application sur le plan international par le fait que, sur le marché mondial le travail national plus productif compte comme plus intensif, si la nation la plus productive n'est pas forcée à baisser son prix de vente à cause de la concurrence". (Traduction H. Elsenhans). Et Kohlmey conclut que des "désavantages éventuels doivent être compensés par d'autres moyens que les prix, ce qui nous mène vers le problème de la rente, cf. infra.]

[14] [Figueroa, Adolfo : Distribuição da renda, estrutura da demanda e emprego, in : Pesquisa e Planejamento Econômico, (2-2), déc. 1972 ; p. 251. Figueroa, A. : Income Distribution, Demand Structure and Employment, in : Journal of Development Studies, (11-2), jan. ; 1975 ; pp. 26-27.]

[15] [Bitar, Sergio : Transición, socialismo y democracia. La experiencia chilena. Mexico : Sigle Veintiuno 1979 ; p. 259 Cf. aussi Mauro Marini, R. : Die abhängige industrielle Entwicklung in Chile und die Krise des Herrschaftssystems, in : Sonntag, H. R. (ed) : Lateinamerika. Faschismus oder Revolution. Berlin : Rotbuch-Verlag 1974 ; p. 88.]

[16] Cf. Müller-Plantenberg. Urs-Hinkelammert, Franz : Condiciones y consecuencias de una política de redistribución de ingresos, in : Cuadernos de la realidad nacional, (16-2), avril 1973 pp. 224-227.]

[17] [Lewis, William Arthur : Economic Development with Unlimited Supply of Labour, in : The Manchester School of Economic and Social Studies, (22-4), mai 1954 ; pp. 160-176. Cet auteur (p. 184) admet le problème de la détérioration des termes de l'échange, mais n'y attribue pas d'importance. Cf. pour la position ultérieure Lewis, William Arthur : The Dual Economy Revisited, in : The Manchester School of Economic and Social Studies, (47-3), sept. 1979 ; pp. 211-227.]

[18] [Fei, John C.H./Ranis, Gustav : Development of a Labor Surplus Economy. Theory and Policy. Homewood (Ill.) : Irwin 1964 ; pp. 17-35. Ces auteurs (p. 145) ne font finalement pas la différenciation entre biens d'investissement localement produits et biens d'investissement importés : "In summary, the ability of the economy to select this right type of technique, labor using for the direct and indirect (through trade) production of investment goods is then to be seen to be of an overriding crucial importance for the success of the development effort. Cf. pour la position ultérieure : Fei, John C.H./Ranis, Gustave : A Model of Growth and Employment in an Open Dualistic Economy, in : Journal of Development Studies, (11-2), jan 1975 ; pp. 33-63.)]

[19] [Galenson, Walter/Leibenstein, Harvey : Investment

Quarterly Journal of Economics, (69-3), août 1955 p. 358.
Tripathy, R. N. Criteria for the Choice of Investment Projects in Development Planning, in : Indian Journal of Economics, (44-176), juillet 1964 ; p. 69.]

[20] [Georgescu-Roegen, N. : Economic Theory and Agrarian Economics, in : Oxford Economic Papers, (12-2), fév. 1960 ; p. 35. J'ai élaboré ce point pour une stratégie égalitariste avec réforme agraire : Elsenhans, Hartmut : Agrarverfassung, Akkumulationsprozeß, Demokratisierung, in : Elsenhans, Hartmut (ed) : Agrarreform in der Dritten Welt. Frankfurt/New-York : Campus 1979 ; pp. 552-562. Cf. aussi Griffin, Keit/Saith, Ashwani : Growth and Equality in Rural China. Genève : international Labour Office (ILO) 1981 ; p. 147 : "L'augmentation énorme de l'absorption de travail de régions rurales a été compensée par une baisse de la productivité du travail " (en Chine populaire).]

[21] [Argument de Singh, Sankata : Choice of Technique of Production in the Overpopulated Underdeveloped Economies, in : Indian Journal of Economics, (44-173), oct. 1963 ; p. 123.]

[22] [Cf. : Chen, Chi-Yi : La révolution agraire chinoise et les pays sous-développés, in : Tiers Monde, (3-9/10), jan./juin 1962 ; p. 224.] Ruthenberg, Hans : Beobachtungen zum Arbeitseinsatz in Kleinbetrieben, in : Zeitschrift für ausländische Landwirtschaft, (18-1), jan./mars 1979 ; p. 3. Nickum, James E. : Labour Accumulation in Rural China and its Role Since the Cultural Revolution, in : Cambridge Journal of Economics, (2-3), sept. 1978 ; p. 285.

[23] [Cf. : Primack, Martin L. : Farm Capital Formation as a Use Farm Labor in the United States 1850-1910, in Journal of Economic History, (26-3), sept. 1966 ; p. 358.] Bidwell, Percy W./Falconer, John I. : Small Farmers of the New England and Middle Colonies : Pioneering in the Eighteenth Century, in : Chandler, A./Bruchey, S./Galambos, L. (eds.) : The Changing Economic Order. Reading in American Business. New-York : Harcourt & Brace 1968 ; p. 35.

[24] [Sur les coûts de subsistance plus élevés en ville, cf. : OECD : Zusammenarbeit im Dienst der Entwicklung. Politik und Leistungen der Mitglieder des Ausschusses für Entwicklungshilfe. Jahresprüfung 1975. Paris : OECD 1975 ; p. 165.] Kötter, Herbert : The Comparison of Industrial and Agricultural Earnings, in : International Labour Review, (97-1), juillet 1960 ; pp. 44-58. Sucliffe, R. B. : Industry and Underdevelopment. London et al. : Addison-Wesley Publishing Company 1971 ; p. 122. Figueroa, Adolfo : La redistribución del ingreso y de la propiedad en et Peru 1968-1973, in Figueroa, Adolfo/Webb, Richard : Distribución del ingreso en et Peru. Lima : Instituto de Estudios Peruanos 1975 p. 146. Amin, Galal A. : Food Supply and Economic Development. With Reference to Egypt. London : Frank Cass. 1966 ; p. 10. [Toutes les recherches du BIT sur le secteur informel dans les villes du Tiers-Monde concluent à des revenus plus élevés que dans l'agriculture.]

[25] [Calculé d'après Krengel, Rolf, et al. : Produktionsvolumen und-potential, Produktionsverfahren des Bergbaus und des Verarbeitenden Gewerbes in der

Bundesrepublik Deutschland. Statistische Kennziffern, 24. Folge, 1970-1981. Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung. Berlin, oct. 1982 ; p. 6, p. 21, p. 37, p. 41, p. 53, p. 59.

[26] [Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland 1976. Statistisches Bundesamt Wiesbaden, 1977 ; p. 103.]

[27] [Elsenhans, Hartmut : Croissance, développement, stratégies de satisfaction des besoins de base - ou pourquoi le développement doit être orienté vers les besoins des masses. ENDA. Dakar, sous presse, chap. 2.4-2.9.]

[28] [Cf. Emmanuel, Arghiri : Appropriate or Underdeveloped Technology ? Followed by Discussion with Celso Furtado and Hartmut Elsenhans. Chichester et al. : John Wiley 1982 ; pp. 167-170. Emmanuel répond à un texte, présenté à la conférence de l'EADI à Budapest 1981 (Elsenhans, Hartmut : Sur le bon emploi des schémas de reproduction. Contribution au Symposium de Paris sur l'ouvrage d'Arghiri Emmanuel "Technologie appropriée, mirage ou réalité". EADI General Conference 1981, Budapest, 11-14 novembre 1981 ; 8 p.) qu'il refuse même de mentionner. Le texte est disponible en allemand in : Elsenhans, Hartmut Abhängiger Kapitalismus oder bürokratische Entwicklungsgesellschaft 1981, op. cit., note 9, pp. 292-298.]

[29] [Y = produit brut, C = Stock de capital fixe, P = masse de profit, v = capital variable (salaires), c = pourcentage des consommations intermédiaires, a = pourcentage du capital consommé dans la période de production, π = taux de profit, I = investissements nets, b = productivité du capital, y = taux de croissance du produit net.]

[30] [Cf. Lovasy, Gertrud The International Coffee Market : A Note, in : IMF-Staff Papers, (9-2), Juli 1962 ; p. 227.]

[31] [Elsenhans, Hartmut/Olschewski, Margit : Der Fall kaffee. Rohstoffpreissenstigerungen oder Fortsetzung der Armut durch UNCTAD, in Dritte-Welt Magazin, (1/2), jan./fév. 1976 ; pp. 8-17. Elsenhans, h.: Ökonomie der Rohstoffproduktion am Beispiel Tee und Kaffee : Welche Preissteigerungen erlaubt ihr Markt in der BRD, in : Leviathan, (4.1). 1976 ; pp. 122-129. Elsenhans, H. : Konzepte der Ressourcensicherung. Rohstoffe und die Auseinandersetzung um Rohstoffe als Element der wirtschaftlichen Entwicklung in historischer Perspektive, in Anstöße. Aus der Arbeit der Evangelischen Akademie Hofgeismar, (28-4), 1981 ; pp. 134-137. Elsenhans, H. : Price Rises for Coffee through Cartellization - Estimation to the Response of West German Consumers. Aarhus ECPR-Joint Session of Workshops 1982 ; 51 P.]

[32] [Pourtant un auteur aussi libéral que Roepke, Wilhelm : Crises and Cycles. London/Edinburg/Glasgow : Hodge 1936 ; p. 135, admet la possibilité d'une crise secondaire : "La dépression primaire, qui représente une réaction nécessaire de l'économie à l'égard d'un déséquilibre dû à l'expansion du crédit peut être suivie d'une dépression secondaire. Celle-ci est due à une

déflation indépendante et économiquement inutile ("purposeless"), qui se développe à partir de la dépression primaire inévitable". De même Neldner, M. : Chronische Unterbeschäftigung bei flexiblen Löhnen und Preisen ? Einige Kritische Bemerkungen zue theoretischen Relevanz des Pigoueffekts, in : Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, (138-4), 1982 ; p. 708, montre que l'effet de Pigou (augmentation de la demande par la baisse de la thésaurisation et de l'encaisse pour transactions à la suite d'une baisse des prix en crise économique) peut ne pas jouer dès que l'on différencie entre taux d'intérêt nominal et taux d'intérêt réel. Or, l'effet Pigou est la proposition centrale dans tous les arguments dirigés contre la thèse de la possibilité d'équilibres économiques avec chômage.]

[33] [Marx, Karl : Das Kapital, 1.2, chap. 20.11, MEW 24 ; pp. 461-463.]

[34] [Marx, Karl : Das Kapital, 1.3, chap. 15, MEW 25 ; pp. 261-265.]

[35] [Sur l'Algérie : Benissad, Mohamed Elhocine : Economie et développement en Algérie. Sous-développement et socialisme. Alger : OPU 1979 ; p. 54. Doukakis, V. : Facteurs critiques limitant le taux de croissance du revenu national dans une économie en transition, in : Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques, (14-4), déc. 1977 ; p. 610. Benachenhou, Abdellatif : Planification et développement en Algérie 1962-1980. Alger : OPU 1980 ; p. 268. Révolution africaine, 13 juin 1980 ; 10.] Cf. aussi Patel, Surendra J. : A Note on the Incremental Capital Output Ratio and Rates of Economic Growth in the Developing Countries, in : Kiklos, (21-2), 1968 ; p. 149. Sato, Kazuo : International Variations in the Incremental Capital Output Ratios, in : Economic Development and Cultural Change, (19-4), juillet 1971 ; p. 639. Ginneken, Wouter van : Socio-Economic Groups and Income Distribution in Mexico. A study Prepared for the ILO World Employment Programme. London : Croom Helm 1980 ; p. 99. The I.I.P.O. Directory of the Hundred Largest Compagnies in Indian 1977-78. Public and Private Sectors, in : Monthly Commentary on Indian Economic Conditions, sept. 1979 ; p. 67. Mukherjee, Nitya Ranjan : A Note on the Propositions of the Mixture in Our Mixed Economy, in Indian Journal of Economics, (47-187), avril 1967 ; p. 492.

[36] [Dans ce contexte, la contribution de Großmann, Henryk : Das Akkumulations- und Zusammenbruchsgesetz des kapitalistischen Systems. Leipzig : C. L. Hirschfeld 1929 ; p. 561, me paraît importante, qui note, que l'exportation du capital ne peut pas être expliquée par une plus grande rentabilité des investissements dans le Tiers-Monde à cause de leur composition organique du capital plus faible, parce que la hausse de la composition organique du capital dans les pays industriels est concomitante à la hausse de la productivité du travail.]

[37] [L'argument a été avancé par beaucoup d'auteurs cf. : Harberger, Arnold C. : On Measuring the Social Opportunity Costs of Labour, in : Internationa Labour Review, (103-6), juin 1971 ; p. 575.] Keesing, Donald B. : Income Distribution from Outward Looking Development Policies. Williamstown (Mass.) : Center for Development

Economics (Research Memorandum n° 59) 1974 ; p. 10.
 Aspra, L. Antonio : Import Substitution in Mexico, in :
 World Development, (5-1/2), 1977 ; p. 117. Munro, J.
 Forbes : Africa and the International Economy 1800-1960.
 An Introduction to the Modern Economic History of Africa
 South of the Sahara London/Totawa (N.J.) : Dent &
 Sons/Rowman & Littlefield 1976 ; p. 197.

[38] (Cf. : Elsenhans, Hartmut : Egalitarisme social et critique des modes de production dans la périphérie au lieu d'anti-impérialisme et critique des rapports économiques entre le Centre et la périphérie, in : Transfert de technologie et développement : un débat (2) Symposium de Paris du 10 octobre. Institut d'Etude du Développement Economique et Social. Paris : European Association of Development Research and Training Insitutes.1981 ; pp. 57-63.]

[39] [Elsenhans, Hartmut : Le monde arabe et l'Europe dans la nouvelle division internationale du travail, in : Khader, Bichara (ed.) : Coopération Euro-Arabe. Diagnostic et Prospective. Actes du Colloque organisé à Louvain-La Neuve, 2-4 décembre 1982. Centre d'Etude et de Recherche sur le Monde Arabe Contemporain, Louvain-La-Neuve 1983, t. 3, pp. 53-54 et la littérature citée dans les notes 106-114. Les contributions les plus importantes me paraissent être : Benachenhou, Abdellatif : Le renversement de la problématique ricardienne des coûts comparés dans la théorie économique contemporaine, in : Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques, (8-4), déc. 1971 p. 925. Levin, Jonathan V. : The Export Economies. Their Patterns of Development in Historical Perspective. Cambridge (Mass.) : Harvard University Press 1960 ; p. 8. Singer, Hans W. : US Foreign investment in Underdeveloped Areas. The Distribution of Gains between Investing and Borrowing Countries, in ; American Economic Review, (40-2), mai 1950 ; p. 182. L'argument vaut aussi pour les pays industriels comme la Norvège et la Grande-Bretagne : Noreng, Oystein : The Oil Industry and. Government Strategy in the North Sea. London : Croom Helm 1980 pp. 204-216. Singh, A. : North Sea Oil and the Reconstruction of UK Industry, in : Blackaby, Frank : De-Industrialisation. London : Heinemann 1979 ; p. 206.]

[40] (Cf. : Goode, Richard/Lent, George E./Ohja, P. D. : The Role of Export Tax in Developing Countries, in : IMF-Staff Papers, (13-3), nov. 1966 ; p. 473.] Wai, U Tun : Taxation Problems and Policies of Underdeveloped Countries, in : IMF-Staff Papers, (9-3), nov. 1962 ; p. 434. (Par ailleurs Moran, Theodore H. : Nex Deal or Raw Materials, in Foreign Policy, (5) hiver 1971-72 ; p. 128, montre que les taxes à l'exportation étaient très élevées au Chili : 1930 16 %, 1940 28 %, 1950 58 %, 1955 69 %.)

[41] [Les sociétés multinationales emploient dans le Tiers-Monde 4 millions de personnes, le secteur public brésilien à lui seul 4,2 millions, le secteur public indien 13 millions, ILO : Employment Effects of Multinational Enterprises in Developing Countries. Genève : ILO 1981 ; p. 21. Nachrichten für den Außenhandel, 16 fevrier 1982. Pfaff/Anders/Petrak 1981 ; op. cit., p. 193.]

[42] [Cf. sur les arguments suivants : Elsenhans, Hartmut : Capitalisme d'Etat ou société bureaucratique de développement, in : Etudes Internationales, (13-1), mars 1982 ; pp. 3-22. Elsenhans, Hartmut : Abhängiger Kapitalismus oder bürokratische Entwicklungsgesellschaft. Versuch über den Staat in der Dritten Welt. Frankfurt : Campus 1981 pp. 118-252. Elsenhans, Hartmut : Zur Rolle der Staatsklasse bei der Überwindung von Unterentwicklung, in : Schmidt, Alfred (ed) : Strategien gegen Unigrentwicklung. Zwischen Weltmarkt un Eigenständigkeit. Frankfurt Campus 1976 pp. 250-265. Elsenhans, Hartmut : Die Staatsklasse/Staatsbourgeoisie in den unterentwickelten Ländern zwischen Privilegierung und Legitimationszwang, in : Verfassung und Recht in Übersee, (10-1), 1977 ; pp. 29-42.]

[43] [Weber, Marx : Wirtschaft und Gesellschaft. Kiepenheuer & Witsch. Köln 1956, pp. 164-165, pp. 1034-1035.]

[44] [Sur des comparaisons entre ces différents types de classes-Etats, cf. entre autres : Dhoquois, Guy : Le mode de production asiatique, in : Cahiers Internationaux de Sociologie, (41), juillet-déc. 1966 ; p. 91. Berque, Jacques : Les Arabes d'hier à demain. Paris : Seuil 1960 p. 129.] Kaizuko Shijeki : Conclusion of the Great Cultural Revolution : With Reference to Similar Examples from Chinese History, in : The Developing Economies, (9-4) déc. 1971 ; p. 374.

[45] [Marx, Karl : Grundrisse der politischen Ökonomie. Europäische Verlagsanstalt. Frankfurt 1857-58 ; p. 377. "Les conditions communales de l'appropriation réelle... apparaissent alors comme l'oeuvre de l'unité supérieure - du gouvernement despotique superposé aux petites communautés".]

[46] [Sur la typologie (Etat modernisateur inégalitaire, Etat modernisateur égalitariste, Etat communautaire de développement, Etat gaspilleur distributionniste, Etat gaspilleur inégalitaire), Elsenhans 1982, Capitalisme d'Etat, op. cit., Elsenhans 1981, Abhängiger Kapitalismus, op. cit., pp. 256-273.]

[47] [Cf. : Waterman, Peter : Conservatism amongst Nigerian Workers, in : Williams, Gavin : Nigeria. Economy and Society. London : Rex Collings 1976 ; p. 171.] Cohen, Robin : Labour and Politics in Nigeria 1945-1971. London : Heinemann 1974 ; p. 123, 254. Domitra, Michael : Die Rolle der Gewerkschaften im mexikanischen Herrschaftssystem. Ein Beitrag zur Theorie der Gewerkschaften in Entwicklungsländern. Bonn : Neue Gesellschaft 1975 ; p. 284. [González-Casanova, Pablo : La démocratie au Mexique. Paris : Anthropos 1969 ; p. 7.]

[48] Cf. : Thoden van Velzen, H.U.E.: Staff, Kulaks and Peasants : A Study of a Political Field, in : Cliffe, Lionel/Coleman, James S./Doombos, Martin R. (eds) : Government and Rural in East Africa. Essays on Political Penetration. Den Haag : Martinus Nijhoff 1977 ; p. 237.] Barker, Peter : Operation Cold Chop. The Coup That Topped N'Krumah. Accra : Ghana Publishing Corporation 1969 ; p. 96. Chaplin, David (ed) : The Revolutionary Challenge and Peruvian Militarism, in : Chaplin, David :

Peruvian Nationalism. A Corporatist Revolution. New Brunswick (N.J.) : Transaction Books 1976 ; pp. 19-21.
 Hopkins Nicholas S. : Socialism and Social Change in Rural Mali, in : Journal of Modern African Studies, (7-3), 1969 ; p. 460. Powel, John Duncan : Political Mobilization of the Venezuelan Peasant. Cambridge (Mass.) : Harvard University Press 1971 ; p. 226. Malloy, James M. : Authoritarianism, Cooperatism and Mobilization in Peru, in : Pike, Frederick B./Stritch, Thomas (eds) : The New Corporatism. Notre Dame/London : University of Notre Dame Presse 1974 ; 218 P. Dietz, Henry A. : Bureaucratic Demand-Making and Clientelistic Participation in Peru, in : Malloy, James M. (ed) : Authoritarianism and Corporatism in Latin America. Pittsburg : University of Pittsburg Press 1977 ; p. 432.

[49] [Cf. : Huntington, Samuel P./Nelson, Joan M. : No Easy Choice. Political Participation in Developing Countries. Cambridge (Mass.) : Harvard University Press 1976 ; p. 57] Kaufman Purcell, Susan : The Mexican Profit-Sharing Decision. Politics in an Authoritarian Regime. Berkeley/Los Angeles/London University of California Press 1975 ; p. 39. Singelman, Peter : The Closing Triangle : Critical Notes on a Model for Peasant Mobilization in Latin America, in : Contemporary Studies in Society and History, (17-4), oct. 1975 ; p. 399.

[50] [Argument opposé : Petras, James F./McMichael, Philip/Rhodes, Robert : Industrialization in the Third World, in : Petras, James F. : Critical Perspective on Imperialism and Social Class in the Third World. New York/London : Monthly Review 1978 ; p. 135. Cf. aussi Alavi, Hamza : The State in Post-Colonial Societies : Pakistan and Bangladesh, in : New Left Review, (74), juillet-août 1972 ; 59-91. Cohen, Robin : Class in Africa : Analytical Problems and Perspectives, in : Socialist Register, (9), 1972 ; pp. 231-255.] Freyhold, Michaela von : The Post-colonial State and its Tanzania Vision, in : Review of African Political Economy (8) jan./avril 1977 ; pp. 75-89. Leys, Colins : The "Overdeveloped" Post-colonial State : A Re-Evaluation in Review of African Political Economy, (4) jan.-mars 1976 ; pp. 39-48. Zemann, W./Lanzendörfer, M. : Th.State in Peripheral Societies, in : Socialist Register, (14), 1977 ; pp. 143-177. Saul, John S. : The State in Post-colonial Societies, in : Socialist Register, (11), 1974 ; pp. 349-372.

[51] [Cf. : Krasner, Stephen D. : U.S Commercial and Monetary Policy : Unraveling the Paradox of External Strength and Internal Weakness, in : International Organization, (31-3), automne 1977 ; p. 669] Jodice, David A. : Sources of Change in Third World Regimes for Foreign Investment, 1968-1976, in : International Organization, (34-1), hiver 1980 ; p. 201. Bergsten, Fred C. : The Threat From the Third World, in : Foreign Policy, (11), été 1973 ; p. 112.

[52] [Cf. notamment sur le Comportement des entreprises minières : Loewinger, Andrew : Multilateral Funding for Mineral Exploration in the Third World, in : Journal of World Trade Law, (14-6), nov./déc. 1980 ; p. 470] Radetzki, Marian : Has Political Risk Scared Mineral Investment Away From the Deposits in Developing Countries, in : World Development, (10-1), janv. 1982 ; pp. 39-48. Radetzki, Marian Changing Structures in the Financing of the Minerals Industry in LDCs, in :

Development and Change, (11-1), jan, 1980 ; p. 6. Hoogvelt, M.M./Tinker, A. M. : The Role of the Colonial and Post-Colonial States in Imperialism - A Case Study of the Sierra Leone Development Company in Journal of Modern African Studies, (16-1), 1978 ; p. 67. [Mekidèche, Mustapha : Le secteur des hydrocarbures. Quelle contribution au développement économique et social de l'Algérie ? in : Tiers Monde, (21-83), juillet/sept. 1980 ; p. 512] Coule, William Davis : West German Transnationals in Tropical Africa ; The Case of Liberia and the Bong Mining Company. Boston : Diss. Boston University 1977 ; pp. 116-118. [Boukrami, Sid-Ali La finance internationale. Vues d'un économiste du tiers monde. Alger : OPU 1981 ; p. 87] Bosson, Rex/Varon, Bension : The Mining Industry in the Developing Countries. New York : Oxford University Press 1977 ; p. 185. Sur le secteur manufacturier : Hoogvelt, Ankie : Indigenization and Technological Dependency, in : Development and Change, (11-2), avril 1980 ; p. 211. Hoogvelt, Ankie : Indigenization and Foreign Capital in : Review of African Political Economy, (14), jan./avril 1978 ; pp. 56-68. Evans, Peter B. ; Multinationals, State-Owned Corporations and the Transformation of Imperialism : A Brazilian Case Study, in Economic Development and Cultural Change, (26-1), oct. 1977 ; p. 56.

[53] [Sur le Chili cf. : Vega, Juan Enrique : América Latina : La conquista de este mundo, in : América Latina 80 : Democracia y Movimiento Popular. Lima : DESCO 1981 ; p. 293, Rouquié, Alain : L'Etat militaire en Amérique Latine. Paris : Seuil 1982 ; pp. 295-305] Farnsworth, Elizabeth : Chile : What Was the U.S. Role ? More Than Admitted, in : Foreign Policy, (16), automne 1974 ; pp. 127-141. Sigmund, Paul E. : What Was the U.S. Role ? Less Than Charged, in : Foreign Policy, (16), automne 1974. pp. 142-156. [Cf. aussi la position de l'ex-premier ministre de Jamaïque : Manley, Michael : Interview with Peter Kemer, Ulrich Mies, Hans Peter Schneider. Duisburger Materialien zur Innenpolitik und Verwaltungswissenschaft. Duisburg. Universität Duisburg 1983 ; 39 p. : "No external force can destabilize a country that does have a substantial internal force to work through... Without the local oligarchy there was nothing Washington could have done except land troops".]

[54] [Sur l'importance des coûts d'opportunité pour les sociétés multinationales cf. : Hirschman, Albert O. : Beyond Asymmetry Critical Organization, (32-1), hiver 1978 ; p. 49] Moran, Theodore H. : Multinational Corporations and Dependency : A Dialogue for Dependents and Non-Dependents, in : International Organization, (32-1), hiver 1978 ; p. 100. Waltz Kenneth N. : The Myth of National Independence, in : Kindleberger, Charles P. (ed) The International Corporation-Cambridge (Mass) : MIT Press 1970 ; p. 212. Caporaso, J. A. : Dependence, Dependency and Power in the Global System : A Structural and Behavioral Analysis, in : International Organization, (32-1), hiver 1978 ; p. 25. Murray, Robin : Underdevelopment, international Firms and the International Division of Labour, in : Towards a New World Economy. Rotterdam : Rotterdam University Press 1972 ; p. 225.

[55] [Cf. Little, I.M.D. : Economic Relations with the Third World, Old Myths and New Prospects, in : Scottish

Journal of Political Economy, (22-3), nov. 1975 ; p. 227, sur le bas degré de dépendance des grands pays du tiers monde. Cf. aussi Strassmann, W. Paul Technological Change and Economic Development. The Manufacturing Experience of Mexico and Puerto Rico. Ithaca (N. Y.) ; Cornell University Press 1968 ; p. 111, "Easier than building an organization and creating its labor force is buying sturdy mindless pre-co-ordinated machines at best self-heating instrumentation".]

[56] [Cf. Elsenhans 1982, Capitalisme, op. cit., pp. 17-19. Elsenhans 1981, Abhängiger Kapitalismus, op. cit., pp. 231-252.]

[57] [Sklar, Richard L. : Political Science and National Integration - A Radical Approach, in : Journal of Modern African Studies, (5-1), 1967. p. 8, considère donc comme critère de santé de tels systèmes le "regulary overthrow of one section of the ruling class by a somewhat younger, more efficient and more idealistically minded onde".]

[58] Cf. Meyn, Peter : Liberation Ideology and National Development Strategy in Mozambique, in : Review of African Political Economy, (22), oct.-déc. 1981 ; p. 64. Mohan, Jitendra : Nkrumah and Nkrumaism, in : Socialist Register. (4), 1967 ; p. 221. [Benot, Yves : Idéologies des indépendances africaines. Paris : Maspéro 1972 ; p. 156. Teilhac. Ernest : Du socialisme de sous-développement au sous-développement du socialisme, in : Tiers Monde, (1438), 1969 ; pp. 335-367.] Mittelman, James H. : Underdevelopment and the Transition to Socialism. Mozambique and Tanzania. New York et al. : Academic Press 1981 ; pp. 252-253.

[59] [Petras, James F. : State Capitalism and the Third World, in : Development and Change, (8-1), janv. 1977 ; p. 13.]

[60] [Cf. : Révolution africaine, 26 janvier 1977 ; p. 22. Etienne, Bruno : Die Agrarrevolution in Algerien, in : Elsenhans. Agrarreform, 1979, op. cit., note 20 ; p. 284.]

[61] [Qu'une évaluation de projets sans connaissance de la structure future de l'appareil productif soit difficile est même admis par Little, Ian M.D./Mirries, James A. : Project Appraisal and Planning for Developing Countries. London : Heinemann 1974 . p. 86 : "The best economic appraisal cannot be made without a plan. To choose the right projects one must have an estimate of the demand for the product. But how can one estimate the demand for any product unless one has some idea how the economy will develop".]

[62] Cf. Lachaud. Jean-Pierre : Recherche méthodologique sur le secteur informel : l'exemple du secteur de l'habillement à Abidjan et Yaoundé. Miras, Claude de : essai de définition du secteur de subsistance dans les branches de production à Abidjan. (conditions de production et de reproduction. Maximin, Bertrand : prix et revenu dans l'extension des activités "informelles" dans Colloque : la petite production marchande en milieu urbain africain, 7-10 mars 1979. Paris : Institut d'Etude du Développement Economique et Social (IEDES) 1979, respectivement p. 26, p. 16, p. 17.

[63] [Cf. : Institute of Technological Research, Capacity of the Engineering Industry, in Bhalla, Ajit S. (ed) .Technology and Employment in Industry. Genève : International Labour Office (ILO),1975 ; p. 251.] Sachs, Ignacy : Transferencia de tecnologia y estrategia de industrialisation; in Wionezek, Miguel S. : Comercio de tecnologia y subdesarrollo económico. Mexico, D. F.: Universidad Nacional Autónoma de México 1973 ; p. 18. Tiberghien, Rafael : The Capital Goods Industry in the Developing Countries and the Objectives Set at the Lima Conference, in : Ernst, Dieter (ed) : The New international Division of Labour, Technology and Underdevelopment. Consequences for the Third World. Frankfurt/New York. : Campus 1980 ; pp. 216-217. C'est une industrie de biens de capital propre qui augmenterait l'éventail de choix technologiques dans le tiers monde, Stewart, Frances : Capital Goods in Developing Countries, in : Cairncross, Alec Kirkland/Puri, Mohindar (eds) : Employment, Income Distribution and Development Strategy : Problems of the Developing Countries. Essays in Honour of H. W. Singer. London ; Macmillan 1976 ; p. 133. La Taïwan possède aujourd'hui une telle production simple de machines appuyée sur l'expansion du marché de masse, Ranis, Gustav : Industrial Development, in : Galenseon, Walter (de) ; Economic Growth and Structural Change in Taiwan. The Postwar Experience of the Republic of Taiwan. Ithaca/London : Cornell University Press 1979 ; p. 241- Amsden, Alice H. : The Division of Labour is Limited by the Type of the Market The Case the Taiwanese Machine Tool Industry, in. : World Development, (5-3), mars 1977 ; pp. 229-230.

[64] [Le point est amplement traité in Elsenhans, Hartmut : Agrarverfassung, op. cit., pp. 528-529.]

[65] Sur le manque de technologies localement produites pour ce secteur, cf. : Hugon Philippe : présentation introductive du débat sur la petite production marchande. Steel, William F. : Intensité de capital, dimension de la firme et choix entre emploi et production : l'importance d'un cadre multisectoriel pour la politique et la recherche économique. Dijk, Meine Pieter van : Assistance au secteur non structuré à Dakar : le problème de l'accès à une technologie appropriée. Dijka, Meine Pieter van : Suuces of Small Entrepreneurs in the Informal Sector of Ouagadougou (Upper Volta). Nihan, Georges : le secteur non structuré - signification, aire d'extension du concept et application expérimentale dans : Colloque : la petite production marchande en milieu urbain africain, 7-10 mars. Paris : Institut d'Etude du Développement Economique et Social (IEDES) 1979, respectivement, p. 16, p. 24-25, p. 10-15, p. 11, p. 9.

[66] [Elsenhans, Hartmut : Agrarrevolution. Ihre ökonomische Funktion für die Überwindung von Unterentwicklung, in : Internationale Entwicklung, (1). 1975 ; p. 37. Argument opposé : Sunoo, Harold Hakwon : Economic Development and Foreign Control in South Korea, in : Journal of Contemporary Asia, (3), 1978 p. 323. Sur la croissance de la sidérurgie allemande par le mécanisme de dumping : Webb, Steven B. : Tariffs, Cartels, Technology and Growth in the German Steel Industry, 1879 to 1914, in : Journal of Economic History, (40-2), Juin 1980 ; p. 324.]

[67] [Cf. : Benachenhou, Abdellatif : Le tiers-monde en jeu. Alger : Centre de Recherche en Economie Appliquée 1981 ; pp. 136-138. Boutaleb, G. : Les dangers de l'extraversion, in : Révolution africaine, mars 1981 ; p. 29. Benhouria, Tahar : L'économie de l'Algérie. Paris : Maspéro 1980 ; pp. 338-343. Said Amer, Tayeb : L'industrialisation de l'Algérie. L'entreprise algérienne dans le développement, Paris : Anthropos 1978 ; p. 118. Glasmann, Dominique/Kremer, Jean : Essai sur l'Université et les cadres en Algérie. Une technocratie sans technologie ? Paris : Editions du Centre National de la Recherche Scientifique 1978 ; p. 131. Yachir, Fayçal : Les flux d'importation de technologie dans le secteur industriel public en Algérie, in : Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques, (17-4), déc. 1980 ; p. 664. Yachir, Fayçal : Technique et technologie. Définitions analytiques et définitions descriptives, in : Cahiers du CREA, (2), 1977 ; p. 137. Bouguerra, K.H./Michel, H. : Essai de développement par consommation massive de technologie : Le cas de l'Algérie, in : Annuaire de l'Afrique du Nord, (15), 1976 pp. 123-134. Révolution africaine, 14 décembre 1979 ; p. 43, 15 novembre 1978 ; p. 12, 6 juin 1980 ; p. 63, 19 mars 1982 ; p. 30. La production algérienne de biens d'équipement était en 1980 de 3441 millions DA, donc 22 % de la production industrielle. Mais 61 % de cette production venaient de la Sonacome et n'étaient donc probablement pas des machines, mais des camions. Chiffres tirés de Révolution africaine, 18 février 1983 ; p. 25. C'était 13 % des importations de biens d'équipement et de demi produits, cf. : L'Algérie en quelques chiffres 1981 ; p. 17. Cf. aussi Révolution africaine, 7 mars 1980 ; p. 21 ; 13 juin 1980 ; p. 11.]

[68] [Argument proposé par : Shearer, Eric B. : The Case Against Indiscriminate Capital Intensity in Overpopulated Developing Countries, in : Indian Journal of Economics, (46-181), oct. 1965 ; p. 144.]

[69] Cf. Davis, L. Harlan : Appropriate Technology : An Explanation and Interpretation of its Role in Latin America, in : Inter-America Economic Affairs, (32-1), été 1978 ; p. 57. Aspra 1977, op. cit., note 37 ; p. 118. Bhalla, Ajit S. : Implications of Technological Choice of African Countries, in : Afrika-Spektrum, juillet 1973 ; p. 26. Bhalla, Ajit S. : The Lessons from the Case Studies, in : Bhalla 1975, op. cit., note 63 ; p. 310. Economic Development, Employment and Public Works in African Countries, in : International Labour Review, (91-1), jan. 1965 ; p. 18. Business and Developing Countries. A Study of the Role of Private Enterprise in Economic Development. New York : Praeger. 1973 ; p. 42. Disney, Richard : Economics of "Gobar Cas" versus Fertilizer : A Critique of Intermediate Technology, in : Development and Change, (8-1), jan. 1977 ; p. 98. Pack, Howard : The Choice of Techniques and Employment in the Textile Industry, in : Bhalla 1975, op. cit., note 63 ; p. 171. [Benachenhou, Abdellatif : Economie algérienne. Enjeux et réalités (1), in : Révolution africaine, 21 décembre 1977 ; p. 25.] Röpke, Jochen : Probleme des Neuereungstransfers zwischen Ländern unterschiedlichen Entwicklungsfähigkeit, in : Ordo, (29), 1978 ; pp. 245-279.

[70] [Cf. le président Chadli, cité dans Révolution africaine, 10 février 1982, suppl. 5. Cf. aussi Durand,

Jean-Pierre : Exacerbation des contradictions sociales et resserrement des alliances politiques en Algérie, in : Annuaire de l'Afrique du Nord, (16), 1977, p. 129. Révolution africaine, 25 janvier 1980 ; p. 9, 4 janvier 1980 ; p. 24, 30 mai 1979 ; p. 29, 9 avril 1976 ; p. 21.]

[71] [Révolution africaine, 3 juillet 1981 ; p. 18, 15 octobre 1982 ; p. 17, 13 novembre 1981 ; p. 18, 12 décembre 1980 ; p. 13, 1 janvier 1982. ; p. 20, 19 juillet 1978 ; p. 7, 18 février 1983 ; p. 21. Mahiou, Ahmed : Le risque bureaucratique, in : Le Monde diplomatique, juin 1978 ; p. 36.]

[72] [Cf. le président Boumediene, cité d'après Révolution africaine, 22 décembre 1976 ; p. 9. Cf. Révolution africaine, 12 décembre 1975 ; p. 14, 15 mars 1978 ; p. 13, 11 juin 1976 ; pp. 10-14, 26 décembre 1982 ; p. 23. Saïd Amer 1978, op. cit. ; pp. 36-37. Benhouria, Tahar : L'économie de l'Algérie. Paris : Maspéro 1980 ; p. 393.]

[73] [Antoine, Philippe/Labbé, Dominique : Inflation et développement en Algérie, in : Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques, (13-3), sept. 1976 ; p. 515. Saïd Amer 1978, op. cit., p. 227. Abid, Abdelkrim L'accès à la technologie : Le cas algérien. L'avance de la maîtrise des technologies à travers les investissements des entreprises publiques dans le secteur productif. Zurich : Juris 1976 ; p. 170. Révolution africaine, 14 août 1981 ; p. 15.]

[74] [Benachenhou, Abdellatif : Réflexions sur la politique des revenus en Algérie, in : Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques, (1-2-1), mars 1975 ; p. 19. Benachenhou, Abdellatif : Réduire les écarts, in : Révolution africaine, 22 décembre 1978 ; p. 40. Révolution africaine, 2 février 1977 ; p. 22, 28 janvier 1983 ; p. 11, 1 octobre 1982 ; p. 22, 22 octobre 1982 ; p. 18, 7 mars 1980 ; p. 22, 19 novembre 1982 ; pp. 16-17, 2 janvier 1976 ; p. 18. Ainsi Bouguerra, Kamal/Michel, Hubert : Transfert de modèles et développement. Les entreprises publiques en Algérie, in : Rapport dépendance au Maghreb. CRESM/CNRS. Paris 1976 ; p. 187, soutiennent, que la gestion socialiste des entreprises était d'abord introduite dans les unités accusant un déficit de leurs comptes.]

[75] [La tendance à un classement dans les catégories supérieures est critiquée par Révolution africaine, 23 juillet 1979 ; p. 56, 12 décembre 1975 ; p. 14, 24 août 1979 ; p. 46, 1 août 1977 ; p. 20. Cf. aussi Benamrane, Djillali : Crise de l'habitat et perspectives de développement socialiste en Algérie. Alger : CREA 1980 ; p. 173.]

[76] [Cf. aussi, Révolution africaine, 14 novembre 1980 ; p. 12, 13 juin 1980 ; p. 16, 13 juin 1980 ; p. 16, 9 avril 1976 ; p. 23. Boutaleb 1981, art. cit., note 67 . p. 43. Grimaud, Nicole : Une volonté de développement rapide, in : Maghreb-Machrek, (56), mars/avril 1973 ; p. 34. Benissad, Mohamed Elhocine : L'inflation algérienne : Symptômes et causes, in : Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques, (15-1), mars 1978 ; p. 24.]

[77] [Boutaleb, G. : Evolution des budgets de fonctionnement (1965-1983). Priorité à l'action éducative et sociale, in : Révolution africaine, 4 février 1983 ; p. 24. Boutaleb 1981, art. cit., note 67 ; p. 32. Cf. aussi Révolution africaine, 28 janvier 1983 ; p. 14, 31 décembre 1980 ; p. 29, 13 juin 1980 ; p. 16, 7 décembre 1979 ; p. 15, 1 janvier 1982 ; p. 21, 23 janvier 1982 ; p. 25, 8 mai 1981 ; suppl. p. 7, 11 décembre 1981 ; p. 22.]

[78] [Benachenhou, Abdellatif : Planification et développement en Algérie 1962-1980. Alger : OPU 1980 ; p. 89. Boutaleb 1981, art. cit., note 67 ; p. 27. Cf. aussi Révolution africaine, 7 août 1981 ; p. 12, 21 mars 1980 ; p. 21-26, 7 décembre 1979 ; p. 33, 14 décembre 1979 ; p. 51, 13 juin 1980 ; p. 17.]

[79] [Bouzidi, A. : Bilan de l'industrialisation en Algérie. Contribution à un débat, in : Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques, (16-4), déc. 1979 ; p. 695. Boutaleb 1981, art. cit., note 67, p. 44.]

[80] [De la vaste littérature : Lerner, Abba P. : Economic Theory and Socialist Economy, in : Review of Economic Studies, (2), 1934/1935 ; p. 58. Godelier, Maurice : Théorie marginaliste marxiste de la valeur et des prix, in : La pensée, (125), mars-avril 1965 ; p. 79. Das Gupta, M. Law of Value, Socialist Planning and Price Parameters, in : Indian Journal of Economics (47-187), April 1967 ; p. 380.]

[81] [Nous ne sommes donc pas étonnés de voir les succès les plus grands dans les régions où l'environnement est déjà transformé : "Ces nouvelles structures ont été installées pour la plupart sur la frange côtière, dans les pôles urbains que l'on connaît", Révolution africaine, 8 juillet 1983 ; pp. 12-13.]

[82] [Durand, Jean-Pierre : La restructuration de l'espace algérien, in : Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques, (13-3), sept. 1977 ; p. 567. Ait Amara, H. : Impact de la production, des salaires et des revenus sur l'emploi agricole, in : Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques, (15-4), mars 1978 ; p. 56. Ollivier, Marc : Place de la Révolution agraire dans la stratégie algérienne de développement, in : Annuaire de l'Afrique du Nord, (14), 1975 ; p. 111. Grimaud, Nicole : Une Algérie en mutation, in : Maghreb-Machrek, (73) ; p. 73. Cf. aussi : Révolution africaine, 10 août 1977 ; p. 12, 22 février 1978 ; p. 24, 14 mars 1980 ; p. 10, 25 avril 1979 ; p. 30, 2 avril 1976 ; p. 17, 22 février 1980 ; p. 24.]

[83] [Cf. Bhalla, Ajit S.: On Nurkse's Concealed Saving's Potential, in : Indian of Economics, (40-159), avril 1960 ; p. 309.]

[84] [Elsenhans, Hartmut : Contradictions in the Algerian Development Process. The Reform of the Public Sector and the New Approach to the Private Sector in Industry, in : The Maghreb Review, (7-3/4), mai-août 1982, p. 69.]

[85] [Cf. : Kömer, Heiko : Industrielle Entwicklungspole als Instrumente der Regionalpolitik in Entwicklungsländern, in : Kiklos, (20-3), 1967 ; p. 700 :

"La maximisation des effets de complémentarité régionaux (et infra-industriels, H.E.), nécessite donc une composition des pôles de développement qui minimise la distance structurelle des branches du pôle par rapport aux activités en aval et en amont".]

[86] [D'après le Yearbook of Trade Statistics 1979, l'Amérique latine exportait en 1978, 13.466 millions \$ (1974, 9.333) de produits manufacturés, dont 3.321 millions \$ de la catégorie 7 SITC (machines et matériel de transport) (1974, 1.484 millions \$). Cette catégorie d'exportations a donc plus que doublé en moins de 5 ans ! La croissance de ces exportations vers les pays industriels d'Occident 1974 : 583 millions \$, 1978. 1.391 millions \$, a été plus rapide que la croissance de ces exportations vers le Tiers-Monde.]

[87] [Cf. : Morkre, Morris E. : Rent-Seeking and Hongkong's Textile Quota System, in : The Developing Economies, (17-1), mars 1979 ; p. 111.]

[88] [Cf. : Lele, Uma J. : Rural Marketing in China : A Comparative Perspective, in : World Development, (6-5), mai 1978 ; p. 664.] Perkins, Dwight H. : Meeting Basic Needs in the People's Republic of China, in : World Development, (6-5), mai 1978 ; p. 564. Blecher, Marc/Meisner, Mitch : Economic Growth and Equality in Rural China. Xiyang County as Development Experience and Model, in : Comparative Political Studies, (13-2), janv. 1981 ; p. 523. Weiss, Udo : China's Rural Marketing Structures, in : World Development, (6-5), mai 1978 ; p. 652. Gray, Jack : Mao and the Chinese Rural Economy, in : World Development, (6-5), mai 1978 ; pp. 567-581. Khan, Azizur Rahman : Taxation, Procurement and Collective Incentives in Chinese Agriculture, in : World Development, (6-6), juin 1978 ; p. 833. [Cf. : aussi Ollivier, Marc. : Révolution agraire et mobilisation des masses, in : Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques, (10-1), jan. 1973 ; p. 133.]

[89] [Cf. : par exemple Révolution africaine, 12 août 1983 : p. 4, p. 9, 7 janvier 1983 ; p. 7.]